COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

FACR13.96
14032404969F

AS (1996) CR 13

SESSION DE 1996

(Deuxième partie)

COMPTE RENDU OFFICIEL

de la treizième séance

Mercredi 24 avril 1996 à 15 h 00

Dans ce compte rendu:

1. Les discours prononcés en français sont reproduits *in extenso*.

2. Les discours prononcés dans une autre langue font l'objet d'un compte rendu analytique. Les interventions en allemand et en italien, *in extenso*, dans ces langues, sont distribuées séparément.

3. Les corrections doivent être adressées à la pièce 1031 au plus tard 24 heures après la distribution du compte rendu.

Le sommaire de la séance se trouve à la fin du compte rendu.

(La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M^me^ Fischer, Présidente de l'Assemblée.)

1. *Procès-verbal*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) indique que le procès-verbal de la dernière séance n'est pas encore distribué. Il sera soumis à l'approbation de l'Assemblée au cours de sa prochaine séance.

2. *Réception de M^me^ Riita Ousokainen, Présidente du Parlement finlandais*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) a le plaisir d'annoncer que M^me^ Ousokainen, Présidente du Parlement finlandais, rend visite aujourd'hui au Conseil de l'Europe. Le Parlement finlandais a continuellement soutenu le travail du Conseil et l'expérience de ses parlementaires a été précieuse lors du processus d'élargissement de l'Organisation.

Les systèmes démocratiques, anciens ou nouveaux, connaissent et connaîtront toujours des difficultés. Deux phénomènes émergent actuellement: le rôle des médias et l'utilisation des réseaux de télécommunication, d'une part, l'absence de participation des citoyens et des parlementaires aux affaires européennes, d'autre part. Dans les deux cas, la responsabilité de l'Assemblée parlementaire est engagée et elle se doit d'organiser des coopérations interparlementaires pour faire pression sur les gouvernements.

Il est de la plus haute importance de promouvoir une vision de l'Europe allant de l'Atlantique au Pacifique. L'Assemblée joue une rôle majeur dans la coopération paneuropéenne. Mais quoi qu'il en soit, le succès de son action dépend du niveau de participation des parlementaires. Sans eux, il serait difficile d'obtenir le soutien des citoyens. La Présidente remercie encore M^me^ Ousokainen de l'aide qu'avec les délégués finlandais elle apporte à l'Assemblée dans son propre parlement et elle lui donne la parole. *(Applaudissements)*

M^me^ OUSOKAINEN, Présidente du Parlement finlandais, *(Interprétation)* déclare que c'est bien volontiers qu'elle a répondu à l'invitation de la Présidente à visiter la plus ancienne institution parlementaire européenne. Bien que son rôle ne soit que consultatif, le Conseil a su asseoir son autorité définitivement. Il s'est fixé la tâche de développer la démocratie dans tous les pays. C'est une tâche complexe et l'oratrice admire ce qui a été réalisé. Le Conseil a prévu des mécanismes de contrôle originaux qui permettent de garantir la démocratie et donc la sécurité en Europe.

Concernant les problèmes des minorités, l'action de l'Assemblée a été vigoureuse. Le Conseil joue un rôle prépondérant au sein des institutions européennes. Peut-être d'ailleurs une redéfinition des rôles devra être envisagée. L'oratrice transmet bien volontiers à l'Assemblée les salutations du Parlement finlandais, un des plus progressistes en matière de représentation démocratique. Parlementarisme et démocratie sont des valeurs qui fleurissent également dans le rude hiver finlandais. *(Applaudissements)*

3. *Communication du Comité des Ministres à l'Assemblée*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) annonce que l'ordre du jour appelle la communication de M. Helveg Petersen, ministre des Affaires étrangères du Danemark, Président en exercice du Comité des Ministres. Cette communication sera suivie des questions parlementaires pour réponse orale. Les débats devront être interrompus à 16 h 30.

La Présidente dit son plaisir de recevoir M. Helveg Petersen au sein de l'Assemblée. Depuis sa dernière visite, le Conseil s'est encore élargi et les parlementaires russes participent à la présente partie de session, pour la première fois, en tant que membres à part entière. Une délégation arménienne d'invités spéciaux est également présente et l'Assemblée vient juste d'accepter la demande d'adhésion croate.

Cependant, l'Organisation fait face à de sérieuses crises susceptibles d'ébranler ses valeurs fondatrices. C'est pourquoi la situation en Tchétchénie et au Proche-Orient sera débattue selon la procédure d'urgence. Le Conseil de l'Europe s'est vu confier des tâches spécifiques dans le cadre des accords de Dayton-Paris pour la paix en Bosnie-Herzégovine. Demain, l'Assemblée consacrera une journée entière à un débat sur le sujet avec la participation de représentants éminents de toutes les parties concernées. Elle s'est également engagée dans des programmes de suivi des obligations des Etats membres et plusieurs dossiers sont en chantier. Toutes ces tâches – d'une Organisation qui regroupera bientôt toute l'Europe démocratique – requièrent bien sûr le soutien politique et financier des gouvernements. L'Assemblée attend avec impatience d'entendre ce que le Comité compte faire à cet égard.

M. HELVEG PETERSEN, ministre des Affaires étrangères du Danemark, Président en exercice du Comité des Ministres, *(Interprétation)* prononce le discours dont la traduction suit:

M. HELVEG PETERSEN, ministre des Affaires étrangères du Danemark, Président en exercice du Comité des Ministres *(Traduction)*. – Madame la Présidente, mesdames et messieurs, c'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole devant votre Assemblée juste une semaine avant la fin de la présidence danoise du Comité des Ministres. Ce m'est également un plaisir de vous rendre compte des progrès réalisés sous les principales «rubriques» auxquelles je me référais lorsque je me suis adressé à vous en janvier dernier, tout juste après que vous soyez, Madame la Présidente, entrée en fonction.

Je me réfère en particulier à quatre sujets qui ont dominé l'ordre du jour tant de l'Assemblée parlementaire que du Comité des Ministres au cours des six derniers mois, à savoir:

– l'élargissement, et plus particulièrement l'adhésion de la Russie en tant que 39e Etat membre;

– les efforts déployés pour promouvoir les droits de l'homme et la démocratie en Bosnie-Herzégovine et dans la région;

– la question du respect des engagements – le «suivi» – qui prend aujourd'hui une importance croissante alors que notre Organisation doit concilier les idéaux, qui sont sa raison d'être, et sa nouvelle vocation paneuropéenne;

– la nécessité de dégager des moyens budgétaires adéquats, au sein du Conseil de l'Europe pour lui permettre de relever les nouveaux défis exigeants qui se poseront à lui à l'avenir.

Parmi les autres questions que je mentionnerai figurent les suites données aux directives du Sommet de Vienne concernant la protection des minorités et la lutte contre l'intolérance, et aussi la démocratie locale suite à l'initiative de mon pays de convoquer une conférence, la semaine dernière, à Copenhague, pour marquer le dixième anniversaire de la Charte européenne de l'autonomie locale.

Je prends un vif plaisir à souhaiter la bienvenue, en tant que participants à part entière à leur première session plénière, aux représentants du Parlement russe. Depuis le 28 février, lorsque le ministre Evgeny Primakov a déposé l'instrument d'adhésion et signé la Convention européenne des Droits de l'Homme, la zone du Conseil de l'Europe s'étend jusqu'aux frontières de la Chine ou de la mer du Japon.

Plus importante que la géographie est toutefois, d'un point de vue européen, la contribution de la Russie en termes d'enrichissement politique et culturel de notre Organisation. Votre assemblée a, il est vrai, bénéficié notablement, avant l'adhésion de la présence d'invités spéciaux parlementaires, et tout porte à croire que tant l'Assemblée parlementaire que le Comité des Ministres tirera grand avantage de la participation de notre plus récent membre. Au sein du Comité des Ministres, le ministre Primakov a accepté d'ouvrir le débat, consacré à «la Fédération de Russie au Conseil de l'Europe», lors de la session informelle des ministres qui aura lieu le 2 mai.

En ce qui concerne la suite de l'élargissement, je note que l'Assemblée a adopté ce matin son avis sur la candidature de la Croatie.

De même, vous comptez parmi vous, pour la première fois, des invités spéciaux de l'Arménie. Nos délégués ont tenu un dialogue politique avec le ministre des Affaires étrangères arménien le mois dernier, à l'occasion duquel le ministre Papazian a remis la demande d'adhésion de son pays à notre Organisation. Cette demande sera examinée par nos délégués à leur réunion de mai. Un dialogue politique aura lieu au cours de la même réunion avec le ministre des Affaires étrangères de Géorgie et, le mois suivant, avec son homologue d'Azerbaïdjan.

Dans le contexte de l'élargissement, il est également indiqué de parler du statut d'observateur. Après les Etats-Unis (qui venaient tout juste de devenir observateur lorsque j'ai pris la dernière fois la parole devant cette Assemblée), le Comité des Ministres, suite à la réunion de nos Délégués de ce mois, a invité le Canada – en superficie le deuxième pays du monde après la Russie – à devenir observateur dans les mêmes conditions que l'autre grande démocratie d'Amérique du Nord. Comme dans le cas de la Résolution concernant les Etats-Unis, cette décision est, évidemment, sujette à l'avis positif de votre Assemblée que, j'en suis sûr, vous ne manquerez pas de donner. Le Japon, lui aussi, après l'avis favorable émis par la Commission Permanente en mars dernier, sera sans doute bientôt encore plus étroitement associée aux travaux de notre Organisation, en jouissant d'un statut approprié.

Un autre aspect de l'élargissement est, évidemment, l'aspect budgétaire, qui a déjà plus d'une fois été l'objet de discussion au sein du Comité Mixte. Ce sera également un aspect d'un point, à savoir «adaptation de l'Organisation pour répondre aux nouveaux défis», qui figure à l'ordre du jour de la session ministérielle du 3 mai prochain. A l'issue

de notre présidence, j'espère faire en sorte que cette discussion ait une portée directe sur la préparation du budget pour 1997, compte tenu de l'élargissement et des ressources humaines nécessaires pour mettre en œuvre ce budget.

L'action peut-être la plus importante – et la plus novatrice – du Comité des Ministres, depuis que je me suis adressé à cette Assemblée en janvier dernier concerne les accords de paix pour la Bosnie-Herzégovine et la région. A ce propos, nous nous réjouissons du débat que votre Assemblée consacrera, toute la journée de demain, à la mise en œuvre de l'accord de Dayton, avec la participation d'importantes personnalités. La première des tâches confiées à notre Organisation à Dayton et à Paris a été la désignation de huit des quatorze membres de la Chambre des Droits de l'Homme, notamment son Président, mon compatriote, le professeur Peter Germer. Cela a été fait dans les délais prescrits, ce qui a permis la tenue de la session inaugurale de la Commission des Droits de l'Homme de Bosnie-Herzégovine, composée de la Chambre et d'un médiateur, au cours de la dernière semaine de mars, à Sarajevo.

Comme les membres de l'Assemblée le savent, Madame la Présidente, la contribution du Comité des Ministres est déjà allée bien au delà du simple acte de désignation prévu dans l'accord de paix. Bien que la Commission des Droits de l'Homme y soit décrite comme une «institution de Bosnie-Herzégovine», le Comité des Ministres reconnaît que les autorités de l'Etat ne sont pas en mesure, dans l'immédiat, d'en assurer pleinement l'organisation et la dotation en personnel. C'est pourquoi nous aidons votre ancien collègue, Madame l'ambassadrice Gret Haller, la médiatrice, désignée par l'OSCE, en détachant auprès d'elle, temporairement, deux membres du personnel. Le budget du Conseil de l'Europe a également financée la session inaugurale de la Chambre, qui a eu lieu du 27 au 29 mars à Sarajevo.

Je crois qu'il est important pour nous de reconnaître que, à l'avenir également, le Conseil de l'Europe devra assumer une certaine responsabilité pour le fonctionnement de la Chambre des Droits de l'Homme. Cette responsabilité recouvre plusieurs domaines, y compris l'appui administratif et logistique général, et des efforts tendent à promouvoir un soutien financier accru du projet.

Entre-temps, des contributions volontaires sont en train d'arriver en réponse à l'appel aux gouvernements que j'ai co-signé, le 30 janvier 1996, avec le président en exercice de l'OSCE, le ministre Flavio Cotti et le haut représentant Carl Bildt. A la Conférence des pays et organisations donateurs sur la reconstruction en Bosnie-Herzégovine, tenue les 12 et 13 avril 1996 à Bruxelles, la délégation du Conseil de l'Europe a appelé à des contributions volontaires affectées à la Chambre des Droits de l'Homme et aux autres institutions établies par les Accords de Washington et Dayton. Je réitère chaleureusement mon appui à cet appel et exprime le fervent espoir que des cotisations volontaires provenant à cette fin non seulement d'Etats membres, mais aussi d'autres relations.

Le Comité des Ministres a également décidé que sa vocation à contribuer à la sécurité démocratique dans la région ne s'arrête pas aux frontières de la Bosnie et Herzégovine. Suite à un dialogue politique entre nos délégués et M. Jacques Klein, qui préside l'Administration transitoire des Nations Unies (ATNUSO) pour la Slavonie orientale, notre comité a décidé de répondre favorablement aux demandes formulées par l'administrateur transitoire. Celles-ci concernent, plus particulièrement, la désignation

d'un président pour le comité mixte de mise en œuvre sur les droits de l'homme et une assistance à l'élaboration d'une méthodologie pour la réalisation d'une étude de population en Slavonie orientale.

En outre, des membres du groupe de spécialistes sur les Roms/Tsiganes de notre Organisation ont été autorisés à effectuer une mission d'observation – à laquelle l'OSCE est associée – sur la situation des Tsiganes en Bosnie et Herzégovine, mission financée par des crédits disponibles sous la rubrique déjà approuvée des «mesures urgentes».

Ainsi, madame la Présidente, la coordination étroite essentielle avec l'OSCE continue d'être assurée et le Secrétaire général, M. Höynck, est, comme le président de la Commission européenne, invité à la session ministérielle le 3 mai 1996. Le premier point de l'ordre du jour sera «Sécurité démocratique en Bosnie et Herzégovine et dans la région: mise en œuvre des accords de paix, rôle et responsabilités du Conseil de l'Europe».

Madame la Présidente, s'agissant du «suivi» du respect des engagements, l'Assemblée, depuis l'adoption de la «Directive Halonen», est allée plus vite que la propre procédure de notre Comité. Nos délégués ont récemment pris des décisions à ce propos, essentiellement de nature procédurale, mais aussi reflétant notre volonté politique commune. Il a ainsi été décidé de consacrer les 20 et 21 juin 1996 exclusivement à la question du respect des engagements, sur la base d'un panorama factuel confidentiel et de commentaires écrits s'y rapportant, dans un esprit de non-discrimination et de coopération. A cette réunion, les tendances quant aux domaines principaux de préoccupations particulières émergeront sans aucun doute.

Une «première série» de réunions consacrée à ce sujet se poursuivra, ainsi en a-t-il été décidé, avec au moins deux jours, par réunion, en octobre et décembre 1996, et en février 1997, pour aboutir à une réunion d'évaluation en avril, moment où des décisions pourraient être prises.

Permettez-moi de souligner, madame la Présidente, comme cela a été fait à la dernière session ministérielle, que «cet effort doit être combiné à un appui effectif à tous les efforts de réforme et à la consolidation des structures démocratiques dans les Etats membres».

Un vigoureux suivi continue d'être donné aux mandats reçus du Sommet de Vienne sur la protection des minorités nationales et la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

Dans le courant de l'année, le nombre de ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales devrait être atteint.

Le mois dernier, après avoir examiné le rapport du Comité *ad hoc* CAHMIN, nos délégués ont confié les mandats nécessaires pour pouvoir prendre les décisions finales requises pour définir en temps voulu le mécanisme de mise en œuvre de la convention-cadre.

En outre, madame la Présidente, le 3 mai 1996 – qui est également la journée mondiale de la liberté de la presse – les ministres projettent d'examiner, sous ma présidence, une déclaration sur la protection des journalistes et une déclaration sur les suites de la vaste campagne européenne de la jeunesse, décidée à Vienne pour «mobiliser

le public en faveur d'une société de tolérance, fondée sur l'égale dignité de tous ses membres, et contre les manifestations de racisme, de xénophobie, d'antisémitisme et d'intolérance».

La Déclaration de Vienne a également reflété la préoccupation des chefs d'état et de gouvernement d'accroître la démocratie locale et régionale. Les 17 et 18 avril derniers, à l'initiative de mon gouvernement, une conférence s'est tenue dans notre capitale, Copenhague, avec la participation de membres de cette Assemblée et, bien sûr, du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe sur «L'autonomie locale en Europe: la Charte comme mécanisme démocratique de promotion de la subsidiarité»... La participation à cette conférence fut extrêmement bonne, avec plus de trente délégations nationales, dont de nombreuses étaient menées par des ministres. La conférence a attaché une grande importance à la charte envisagée comme texte de référence à être utilisé pour promouvoir les normes élevées de démocratie locale dans tous les Etats membres du Conseil de l'Europe: à l'est et à l'ouest. Il faut espérer que le nombre de ratifications – vingt-et-un à ce jour – augmentera dans un proche avenir.

Madame la Présidente, mesdames et messieurs, en conclusion, je désire une fois de plus souligner l'importance d'une étroite coopération, au Conseil de l'Europe, entre l'Assemblée parlementaire et les représentants des gouvernements. Dans notre nouvelle Organisation élargie – mais toujours en cours d'expansion – il est particulièrement important de cultiver cette coopération, et je sais que mon successeur de l'autre côté de la Baltique pourra compter sur le maintien de votre appui dans les mois à venir.

Vendredi prochain, le Comité Mixte traitera, comme il est normal, à la fois de la mise en œuvre des accords de paix de Dayton et d'autres questions politiques suscitées par cette partie de session.

Je serai heureux de répondre aux questions qui ont été déposées. Merci de votre attention. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) indique que M. Helveg Petersen a accepté de répondre oralement aux questions parlementaires qui auront été déposées préalablement par écrit (Doc. 7535). Elle autorisera une question supplémentaire à condition que celle-ci porte sur des matières relevant de la compétence du Conseil, qu'elle ait un caractère interrogatif et ne dépasse pas trente secondes.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) s'exprime en anglais et appelle la question n° 1 posée par M. Schwimmer, ainsi rédigée:

«*Question n° 1:*

M. Schwimmer,

Considérant que lors de ses récents voyages, M^me^ Fischer, Présidente de l'Assemblée parlementaire, a reçu des appuis aussi bien du Président de la République Française que du Président du Portugal quant à la tenue d'une 2^e^ sommet des chefs d'Etat et du gouvernement,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Si l'on peut compter sur le soutien du Comité des Ministres pour réaliser ce projet qui devient indispensable, compte tenu de la nouvelle dimension du Conseil de l'Europe.»

Elle donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le communiqué publié après la visite de la Présidente de l'Assemblée au Président de la République française.

Le premier Sommet, tenu à Vienne en octobre 1993, a été une grande réussite; il est donc logique qu'on envisage d'en tenir un second quand le moment sera venu.

Pour l'instant, le Comité des Ministres n'ayant pas été saisi d'une proposition en ce sens, je n'ai aucun commentaire à faire.

Toutefois, à titre personnel, j'y serais favorable et à ce propos, je voudrais rappeler que lors du Sommet de Vienne, le Premier ministre du Danemark a suggéré qu'un second sommet se tienne quand l'élargissement touchera à sa fin. Nous devrions évidemment nous mettre d'accord sur un ordre du jour significatif pour qu'une entreprise de cette envergure se justifie.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande à M. Schwimmer s'il souhaite poser une question supplémentaire.

M. SCHWIMMER *(Autriche)* (Interprétation) se déclare satisfait.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle la question n° 2 posée par M. Gjellerod, ainsi rédigée:

«*Question n° 2:*

M. Gjellerod,

Maintenant que la présidence du Comité des Ministres de M. Helveg Petersen approche de son terme,

Demande au Président du Comité des Ministres,

i. Quels enseignements il a tirés de la politique de consensus au sein du Comité des Ministres, notamment en ce qui concerne la capacité et le besoin grandissant du Comité de se prononcer et de prendre des mesures sur des questions politiques difficiles,

ii. Considérant l'avenir et connaissant les nouvelles tâches et responsabilités confiées au Conseil de l'Europe du fait de l'évaluation de nouveaux Etats membres, s'il pense que la politique de consensus au sein du Comité des Ministres pose un problème au Conseil de l'Europe pour ce qui est d'assurer le développement et le progrès des droits de l'homme et de la démocratie dans ses Etats membres.»

Elle donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – Une proportion importante des décisions du Comité des Ministres doit être adoptée à la majorité des deux tiers. Toutefois, on note une tendance du Comité à ne pas voter sur certains points mais à rechercher un consensus.

Cela est considéré comme le meilleur moyen d'assurer le plein appui en faveur des travaux du Conseil de l'Europe. Le Statut prévoit spécifiquement un vote à l'unanimité pour les résolutions d'importance particulière. «Les questions du noyau dur politique» nécessitent normalement un vote unanime, conformément au Statut.

En général, cette procédure fonctionne bien parce qu'il existe au sein du Comité la volonté de progresser. Avec l'élargissement, il pourrait devenir de plus en plus difficile de trouver des bases communes sur tout. De plus, les questions elles-mêmes pourraient devenir plus diversifiées et complexes.

Nous verrons si des faits pouvant affecter la capacité de décision du Comité se produisent.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande à M. Gjellerod s'il souhaite poser une question supplémentaire.

M. GJELLEROD *(Danemark)* (Interprétation) se déclare très satisfait.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Eörsi pour poser la question n° 3, ainsi rédigée:

«*Question n° 3:*

M. Eörsi,

Demande au Président du Comité des Ministres,

A quoi sert le mécanisme de contrôle élaboré par le Comité des Ministres, quelles sont ses modalités d'examen, quel est concrètement son mode de fonctionnement et s'il le juge efficace.»

Elle donne la parole à M. Eörsi.

M. EÖRSI *(Hongrie)* (Interprétation) souhaite interroger M. Helveg Petersen, qui a toujours été favorable à l'élargissement du Conseil, sur les mécanismes de contrôle des engagements pris par les nouveaux membres. Il lui demande ce qu'il a fait pour renforcer cette «surveillance», ainsi qu'il l'avait promis en janvier.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – Le Comité des Ministres a adopté l'année dernière la procédure de mise en œuvre de la Déclaration sur le respect des engagements contractés par les Etats membres au Conseil de l'Europe. Les Délégués des Ministres sont maintenant convenus des modalités et du calendrier d'application des décisions.

Le panorama factuel confidentiel dressé par le Secrétaire Général a été distribué à toutes les délégations. Elles soumettront leurs commentaires avant la première réunion consacrée à l'exercice, qui se tiendra en juin et permettra de définir les principaux domaines de préoccupation.

Trois réunions, qui se tiendront ensuite sur ces domaines, traiteront de tous les pays sans discrimination.

En avril 1997, les Délégués évalueront le déroulement de la première série. Des décisions seront prises sur une action de suivi spécifique répondant aux préoccupations exprimées.

Il est trop tôt pour juger de l'efficacité de la méthode choisie, mais un consensus existe quant à la procédure, qui augure bien de l'avenir. Je suis persuadé que l'exercice atteindra son objectif initial sur la base du dialogue, de la coopération et de l'entraide.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Eörsi pour poser une question supplémentaire.

M. EÖRSI *(Hongrie)* (Interprétation) juge tout cela merveilleux mais se demande, dans une question supplémentaire, comment ce suivi sera financé.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) indique que du personnel supplémentaire a déjà été mis à la disposition du Secrétaire Général. Si le dispositif apparaît insuffisant, il sera réexaminé, car ce mécanisme de suivi est trop important.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle la question n° 4 posée par M. Davis, ainsi rédigée:

«*Question n° 4:*

M. Davis,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Quel est le coût estimatif annuel de la Commission des Droits de l'Homme pour la Bosnie-Herzégovine et quelle est la part de ce montant promis par les Etats membres du Conseil de l'Etat et les autres contributeurs.»

Elle donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – Je voudrais indiquer qu'après sa réunion inaugurale, tenue à Sarajevo du 27 au 29 mars 1996, la Chambre des Droits de l'Homme pour la Bosnie-Herzégovine, en relation avec l'office du médiateur – qui est l'autre partie constitutive de la Commission des Droits de l'Homme – a établi des estimations qui s'élèvent à environ 3,5 millions DEM ou près de 25 millions de schillings autrichiens pour une année complète de fonctionnement de la Commission.

J'ajouterai que cette session inaugurale a été financée, à titre de mesure urgente et exceptionnelle, sur le budget du Conseil de l'Europe, en tant qu'expression de notre solidarité et de contribution à la consolidation de la sécurité démocratique en Bosnie-Herzégovine, pays qui a, comme vous le savez, également sollicité l'adhésion à notre Organisation.

Le représentant du Conseil de l'Europe à la deuxième conférence des pays et organisations donateurs, tenue à Bruxelles les 12 et 13 mars 1996, l'a informée de l'estimation précitée.

Plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe ont versé des contributions volontaires ou se sont engagés à le faire. Certains d'entre eux ont affecté leur contribution spécifiquement à la Commission des Droits de l'Homme: c'est ainsi que la Suisse a versé dix millions de schillings autrichiens pour le médiateur en matière de droits de l'homme, le Danemark, dix millions de schillings autrichiens pour la Chambre des Droits de l'Homme, la Norvège, un million de schillings autrichiens pour le personnel du médiateur, suivi de près d'un demi million pour le projet de la Commission des Droits de l'Homme sur le transfert de savoir-faire.

A la suite de l'appel sur les questions plus vastes que, comme mentionné dans mon discours, j'ai cosigné avec M. le ministre Flavio Cotti, Président en exercice de l'OSCE et M. Carl Bildt, haut représentant pour la Bosnie-Herzégovine, le dernier chiffre relatif aux engagements est de 134 millions de schillings autrichiens.

(M. Iwiński, Vice-Président de l'Assemblée, remplace M^me^ Fischer au fauteuil présidentiel.)

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Davis pour poser une question supplémentaire.

M. DAVIS *(Royaume-Uni)* (Interprétation) fait observer que, si pour la Chambre on estime les dépenses à 3,5 millions de deutsche marks, l'ensemble constitué par la Commission, c'est-à-dire la Chambre plus le médiateur, coûterait quelque chose comme 6,9 millions de deutsche marks. Or M. Helveg Petersen donne des sommes en schillings autrichiens, comme si les parlementaires pouvaient convertir ces monnaies en un clin d'œil. M. Davis souhaiterait savoir ce qui a été versé déjà, et en deutsche marks. *(Sourires)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) dit que le schilling est une monnaie solide *(Sourires)* et donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) déclare que c'est toujours un problème de choisir une monnaie de référence, mais l'essentiel est de s'en tenir à la même pour faciliter les comparaisons. La Suisse, le Danemark et la Norvège ont déjà versé leur contribution. Compte tenu de l'ampleur du travail à réaliser, le Comité des Ministres n'hésitera pas à solliciter les gouvernements et les organisations pour que tous versent leur obole de façon équitable.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle les questions n^os^ 5 et 6 posées respectivement par M. Gross et M. Bühler, ainsi rédigées:

«Question n° 5:

M. Gross,

Considérant que le processus de révision du Traité de Maastricht de l'Union européenne concerne une plus grande Europe que celle qu'englobe l'Union européenne, et que le déroulement des débats relatifs à cette révision intéresse beaucoup de députés de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (décision de l'Assemblée parlementaire de septembre 1995, suite au rapport Masseret),

Demande au Président du Comité des Ministres,

S'il est prêt à informer l'Assemblée sur les débats ainsi que sur les diverses options qui ont été envisagées à l'occasion de l'ouverture de la Conférence intergouvernementale à Turin et depuis lors. Ce souhait devrait pouvoir être réalisé dans la mesure où l'Union européenne a promis une plus grande transparence a ce sujet au cours des prochaines années que lors de l'élaboration du Traité de Maastricht.»

«Question n° 6:

M. Bühler,

Selon les conclusions adoptées par le Conseil européen de Turin (29 mars 1996), les citoyens doivent être au centre de la construction européenne: «L'Union a le devoir impératif de répondre concrètement à leurs besoins et préoccupations»,

Considérant que s'il existe en Europe une organisation où les populations sont au coeur des travaux et qui donne l'«âme» nécessaire au projet d'unité européenne, c'est le Conseil de l'Europe et qu'en outre cette Organisation, grâce à des activités laborieuses et approfondies qui échappent souvent à l'attention du public, a beaucoup accompli pour l'«Europe des citoyens»,

Demande au Président du Comité des Ministres,

a. Si, dans ces conditions, la Conférence intergouvernementale ne devrait pas, dans le cadre de ses activités en vue d'une Europe plus proche de ses citoyens, entendre un représentant du Conseil de l'Europe, et

b. S'il ne serait pas possible pour l'Union et le Conseil de l'Europe de se mettre d'accord sur des projets de coopération concrets afin de progresser dans ce domaine qui est décisif pour l'ensemble de l'Europe.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – Je répondrai en même temps aux questions n^{os} 5 et 6. Comme l'a souligné M. Gross, l'issue de la Conférence intergouvernementale – la CIG – concerne l'Europe tout entière et non pas seulement les membres actuels de l'Union européenne qui sont parties aux négociations. Cette Assemblée, comme le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, ont déjà démontré leur vif intérêt pour la CIG en participant à sa préparation. Vous avez reçu le texte de la contribution du Comité des Ministres. Celui-ci s'efforcera de tenir l'Assemblée informée

des futurs développements mais, bien entendu, il appartiendra essentiellement à la présidence du Conseil de l'Union de communiquer des informations sur les progrès réalisés.

La CIG, ouverte officiellement le 29 mars 1996, devrait, compte tenu du rapport du groupe de réflexion, concentrer principalement son attention sur trois domaines: une Union plus proche de ses citoyens, les institutions dans une Union plus démocratique et plus efficace, le renforcement de la capacité d'action extérieure de l'Union.

Sur chacune de ces questions, le Conseil européen a établi un certain nombre de lignes directrices que reproduisent les conclusions écrites et qui sont publiques.

Un calendrier détaillé de la CIG pendant la présidence italienne a été adopté. A l'échelon ministériel, la première réunion s'est tenue le 22 avril à Luxembourg et deux autres réunions sont prévues pour le 13 mai et le 10 juin 1996. J'ai moi-même assisté à la réunion du 22 avril.

Une procédure concernant l'association du Parlement européen aux travaux a été convenue. Des réunions d'information se tiendront également à l'intention des pays associés d'Europe centrale et orientale, de Malte et de Chypre, ainsi que des Etats membres de l'Espace économique européen et de la Suisse.

Le Danemark a fait partie des Etats membres de l'Union européenne qui ont plaidé pour une transparence accrue dans les travaux de l'Union et c'est pourquoi je me félicite que cette transparence soit l'une des questions spécifiques dont l'examen aura lieu durant la CIG. Je suis d'avis qu'il n'est donc que logique qu'autant d'informations que possible devraient être rendues disponibles déjà pendant la CIG.

En réponse aux questions de M. Bühler, permettez-moi de dire que c'est à la CIG de décider s'il convient d'entendre un représentant du Conseil de l'Europe, en gardant à l'esprit les contributions déjà faites. En réponse à la question concrète, le Comité des Ministres se félicite du principe de projets communs et d'autres projets de coopération avec l'Union européenne.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Gross pour une question supplémentaire.

M. GROSS *(Suisse)* (Interprétation) remercie le président du Comité pour sa réponse et il espère que le gouvernement danois sera imité par d'autres.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 7 posée par M. Probst, ainsi rédigée:

«*Question n° 7:*

M. Probst,

Considérant que dans l'un de ses documents de travail la Commission européenne a souligné en 1995 que l'adhésion au Conseil de l'Europe et à la Convention européenne des droits de l'homme est devenue entre-temps un préalable implicite à l'admission d'un Etat dans l'Union européenne;

Demande au Président du Comité des Ministres

a. Si la Conférence intergouvernementale ne devrait pas aller de l'avant et proposer que ces critères soient officiellement ancrés dans l'article O révisé du Traité de Maastricht, et

b. Si cela ne prouverait pas définitivement à chacun que le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sont deux éléments du même projet européen.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). — L'Article F du Traité sur l'Union européenne stipule que celle-ci doit respecter les droits fondamentaux tels que garantis par la Convention européenne des Droits de l'Homme. Le préambule du Traité confirme, en outre, l'attachement des Etats membres de l'Union aux principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la prééminence du droit. Tout nouvel Etat membre de l'Union doit souscrire à ces valeurs — qui sont également les valeurs fondamentales sur lesquelles est basé le Conseil de l'Europe.

La question de la protection des droits fondamentaux au sein de l'Union européenne est actuellement discutée par la CIG et elle fut également l'une des questions examinées par les ministres à Luxembourg, le 22 avril.

Toute modification au Traité qui pourrait être décidée devra également être acceptée par les nouveaux membres lors des élargissements futurs. On peut également souligner qu'aucun Etat n'est devenu membre de l'Union européenne, ou de la Communauté européenne précédemment, sans avoir déjà adhéré au Conseil de l'Europe. Il s'agit d'une pratique et l'on pourrait évidemment soutenir, comme le fait l'Honorable Parlementaire, qu'elle devrait se traduire par une disposition formelle du Traité. Jusqu'à présent, cela n'a pas été nécessaire et la CIG n'a pas examiné la question.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 8 posée par M^me^ Veidemann, ainsi rédigée:

«*Question n° 8:*

M^me^ Veidemann,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Comment il voit l'élargissement de l'Union européenne vers les pays d'Europe de l'Est.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). — Je répondrai à l'Honorable Parlementaire que, du point de vue du Gouvernement danois, c'est là en effet la principale question à être examinée à la Conférence intergouvernementale.

Cela apparaît très clairement dans les «bases pour les négociations» adoptées par le Parlement danois le 12 décembre 1995.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M^me^ Veidemann pour une question supplémentaire.

M^me^ VEIDEMANN *(Estonie)* (Interprétation) est reconnaissante au Danemark d'avoir toujours soutenu les efforts des pays d'Europe centrale et orientale désireux de revenir dans le giron européen. Elle souhaiterait savoir quelles sont, de l'avis de M. Helveg Petersen, les possibilités qui s'offrent à eux pour hâter l'élargissement, et quels efforts ils devraient consentir pour cela.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) dit qu'en ce qui concerne le premier point, le Sommet de Madrid a décidé que les Etats candidats seraient informés et consultés tout au long de la Conférence intergouvernementale. Cette période sera donc une période active, qui leur permettra de préparer l'adhésion.

Quant à la façon dont ces pays peuvent accélérer le processus, elle a très clairement été précisée par les communautés, dans le Livre blanc de la commission ainsi que dans un document sur une «stratégie globale de préadhésion», qui prévoit un dialogue structuré ainsi qu'une assistance financière.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 9 posée par M. Zierer, ainsi rédigée:

«Question n° 9:

M. Zierer,

Demande au Président du Comité des Ministres

S'il est prévu dans le cadre de la Conférence intergouvernementale, d'actualiser et de compléter l'article 230 du Traité de Rome de 1957 qui réglemente très succinctement la coopération avec le Conseil de l'Europe.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – La Conférence intergouvernementale (CIG), qui révise actuellement le Traité sur l'Union européenne, n'est pas la première occasion où le Traité de Rome de 1957 est réexaminé. Mais, ni le Traité de Maastricht, ni l'Acte unique européen de 1985, n'ont apporté de changement aux dispositions de l'article 230.

La CIG actuelle se penche sur les possibilités d'action extérieure de l'Union européenne, ce qui pourrait s'appliquer à ses relations futures avec le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales. Cependant, aucun Etat membre n'a, jusqu'ici, proposé spécifiquement d'amender ou de supprimer l'article 230.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 10 posée par M. Martin, ainsi rédigée:

«Question n° 10:

M. Martin,

Demande au Président du Comité des Ministres

a. Quel est l'état des activités relatives à l'élargissement et à l'actualisation de l'accord de coopération de 1987 conclu entre le Secrétariat Général du Conseil de l'Europe et le Président de la Commission européenne et

b. S'il est prévu de tenir également, dans le cadre des réunions quadripartites entre le Secrétaire Général et le Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, d'une part, et le Président de la Commission et le président du Conseil des ministres de l'Union européenne, d'autre part, un échange de vues avec les présidents des deux institutions parlementaires (Parlement européen, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe).»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – S'agissant de l'Arrangement de 1987, j'informerai l'Honorable Parlementaire qu'un groupe de travail *ad hoc* de nos délégués, spécialement créé, y travaille activement et qu'il se réunira, d'ailleurs, lundi prochain.

Quant à un élargissement éventuel de la participation à des réunions «quadripartites» au Président du Parlement européen et au Président de cette Assemblée, je n'ai pas pu vérifier la position de mes collègues, ni celle de nos partenaires de l'Union européenne. Le groupe de travail pourrait peut-être étudier cette question.

Sans exclure le moins du monde la possibilité intéressante d'un échange de vues avec les présidents de cette Assemblée et du Parlement européen, j'insisterai surtout sur la nécessité de préserver et de développer le dialogue ouvert existant entre le Comité des Ministres et votre Assemblée. Celle-ci, de son côté, poursuivra, sans aucun doute, son dialogue régulier avec le Parlement européen au niveau de son Bureau. Elle pourra, en tant que de besoin, en communiquer les résultats au Président du Comité des Ministres.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 11 posée par Lord Finsberg, ainsi rédigée:

«Question n° 11:

Lord Finsberg,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Dans quelle mesure le Comité des Ministres a suivi la récente crise constitutionnelle et politique en Moldova en ce qui concerne:

i. le limogeage inconstitutionnelle du ministre de la Défense, le Général Pavel Creanga, par le Président de la République;

ii. la prise du commandement direct des forces armées (y compris la charge de promouvoir et de casser les officiers) par le Président de la République en violation de la loi sur la défense nationale et sans le consentement du parlement et du gouvernement;

iii. le refus prolongé (depuis six mois) du Président de la République de promulguer des lois sur la sécurité de l'Etat et sur les organes de sécurité de l'Etat bien que le parlement les aient adoptées une deuxième fois après un veto présidentiel et malgré la décision de la Cour constitutionnelle selon laquelle il devrait promulguer lesdites lois dans un délai de deux semaines après leur deuxième adoption par le parlement.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – S'agissant des développements particuliers mentionnés par Lord Finsberg, je crois savoir que le ministre de la Défense a été rétabli dans ses fonctions, après que sa révocation ait été jugée inconstitutionnelle par la Cour constitutionnelle moldave.

Je suppose que tous les membres du Comité des Ministres suivent l'évolution dans les Etats membres. Aucun Etat membre n'a demandé que le Comité des Ministres examine ces questions.

Comme l'Assemblée en a sans doute été informée, le Comité des Ministres entreprendra son propre exercice de suivi dans un avenir proche et tous les sujets de préoccupation légitime, y compris évidemment le respect de la prééminence du droit, pourront être abordés dans ce contexte.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à Lord Finsberg pour poser une question supplémentaire.

Lord FINSBERG *(Royaume-Uni)* (Interprétation) s'étonne que le Danemark n'ait pas saisi le Comité. Il demande si M. Helveg Petersen n'est pas convaincu qu'il faudrait réagir d'urgence à cette grave violation constitutionnelle.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) répond qu'en effet, le Gouvernement danois n'a pas soulevé la question, non plus que le Gouvernement britannique d'ailleurs.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 12 posée par M. Jansson, ainsi rédigée:

«Question n°12:

M. Jansson,

Un certain nombre de questions suscitent, parmi les membres de l'Assemblée, de grandes inquiétudes au sujet de la Slovaquie, à savoir:

– la récente ratification du traité d'amitié entre la Hongrie et la Slovaquie est, bien sûr, un événement dont on ne peut que grandement se réjouir. Toutefois, lors de la ratification du traité, le parlement slovaque a adopté une déclaration manifestement hostile au traité,

– la nouvelle division territoriale du pays,
– le projet de loi sur la sûreté de l'Etat,
– le projet de législation sur les fondations,
– la loi sur la langue officielle adoptée à l'automne dernier, etc.

Demande au Président du Conseil des Ministres,

S'il partage ces inquiétudes et si ces questions feront l'objet d'un débat au sein du Comité.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – J'aimerais tout d'abord répondre à l'Honorable Parlementaire que je suis pleinement d'accord avec lui pour estimer qu'il y a lieu de vivement se féliciter de la ratification récente par le parlement slovaque du traité d'amitié entre la Slovaquie et la Hongrie, en tant que contribution aux relations de bon voisinage et à la stabilité dans la région. Il y a lieu d'espérer que la procédure de ratification sera bientôt achevée en Slovaquie et en Hongrie, de telle sorte que le traité puisse entrer en vigueur.

S'agissant des autres questions mentionnées par l'Honorable Parlementaire, les membres de l'Assemblée savent certainement que le Comité des Ministres attache une grande importance au plein respect des engagements pris par tous les Etats membres.

Conformément au Statut, toute action d'un quelconque Etat membre peut être soulevée au Comité des Ministres par un Etat membre, s'il la considère comme étant contraire aux obligations afférentes à la qualité de membre.

Oui, je puis assurer l'Honorable Parlementaire que je partage les préoccupations dont il fait état, tout comme mon gouvernement et l'Union européenne. Plus particulièrement, l'Union européenne a adopté un texte sur cette question qui se lit comme suit:

«L'Union européenne a par ailleurs appris qu'un certain nombre d'amendements au code pénal slovaque ont été approuvés par le parlement. L'Union européenne est préoccupée par certaines dispositions figurant dans ces amendements, qui semblent porter atteinte à la liberté d'expression et à d'autres droits démocratiques, et elle s'attend à ce que ces dispositions soient examinées soigneusement afin de trouver des solutions conformes aux principes démocratiques et compatibles avec les conclusions du Conseil européen de Copenhague et la demande d'adhésion à l'Union européenne présentée par la Slovaquie.»

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 13 posée par M. Tahiri, ainsi rédigée:

«Question n° 13:

M. Tahiri,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Dans quelle mesure les Etats membres du Conseil de l'Europe respectent les recommandations et résolutions adoptées par le Conseil de l'Europe, compte tenu des derniers événements relatifs à la normalisation des relations avec la République Fédérative de Yougoslavie, alors qu'il n'y a aucun signe visible de respect des recommandations concernant les demandeurs d'asile du Kosovo et la situation dans cette région.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – je dois répondre à l'Honorable Parlementaire que, pour ce qui le concerne, le Comité des Ministres n'a jusqu'à présent pas établi de relations avec la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

Eu égard à la vocation paneuropéenne de notre Organisation, l'établissement de telles relations est actuellement le sujet de discussions.

Le Comité des Ministres répondra en temps utile à la Recommandation 1288 de l'Assemblée relative aux demandeurs d'asile du Kosovo.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Tahiri pour poser une question supplémentaire.

M. TAHIRI *(Ex-République yougoslave de Macédoine)* (Interprétation) se demande s'il suffira de demander une négociation entre autorités albanaises et serbes, ou s'il faudra exercer une pression plus forte sur les autorités serbes.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) répète que le Comité des Ministres répondra en temps utile à la recommandation sur les demandeurs d'asile du Kosovo. Dans ses relations futures avec la République fédérale de Yougoslavie, le Comité attachera une importance particulière au respect des droits des peuples de cette province.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 14 posée par Earl of Dundee, ainsi rédigée:

«Question n° 14:

Earl of Dundee,

Demande au Président au Comité des Ministres,

Si un accord définitif a été conclu concernant le nom qui désignera le pays devenu membre du Conseil de l'Europe le 19 octobre 1995 par la résolution (95) 23.»

Il donne la parole au Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – Je tiens à féliciter l'Honorable Parlementaire de sa bonne connaissance de la Résolution (95) 23, qui contient une clause inhabituelle – et, d'ailleurs, unique – dans une invitation à un Etat à se joindre à l'Organisation, à savoir l'indication que:

«A toutes fins requises au sein du Conseil de l'Europe, il sera provisoirement fait référence à cet Etat sous l'appellation de «l'Ex-République yougoslave de Macédoine», dans l'attente du règlement de la divergence qui a surgi au sujet du nom de cet Etat».

Je suis obligé de répondre qu'aucun accord n'a été conclu à cet égard. Toutefois, les membres du Comité des Ministres, comme ceux de l'Assemblée, peuvent noter avec satisfaction des signes de détente et de normalisation des relations entre les Etats en cause. Je peux donc exprimer le ferme espoir que cette divergence trouvera sa solution dans un délai raisonnable.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à Earl of Dundee pour poser une question supplémentaire.

Earl of DUNDEE *(Royaume-Uni)* (Interprétation) remercie le ministre pour sa réponse. Il aimerait savoir si la question pourrait être réglée pour la session de juin.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) espère que l'Assemblée comprendra qu'il est difficile de jouer aux devinettes quant au calendrier, qui dépend exclusivement des parties concernées.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 15 posée par M. Németh, ainsi rédigée:

«*Question n° 15:*

M. Németh,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Quelle est la situation concernant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales et quel est le rôle de l'Assemblée parlementaire dans la création du comité consultatif chargé de contrôler l'application de la convention-cadre.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires a été signée par quinze pays et ratifiée par trois. Cinq ratifications sont nécessaires pour qu'elle entre en vigueur. La Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, signée par trente-deux Etats membres, a été ratifiée par quatre.

Il faut douze ratifications pour que cette dernière Convention entre en vigueur, mais on s'attend à ce que ce nombre soit réuni pendant l'année en cours. Dans cette optique, et considérant qu'on pourrait accélérer le processus de ratifications en donnant aux Etats membres une idée plus claire sur le contrôle de la mise en œuvre de la convention, les délégués ont décidé, au mois de mars, d'entreprendre l'examen du mécanisme de mise en œuvre prévu par la convention.

Les délégués ont défini une procédure en quatre étapes, dont les deux premières devraient être achevées au moment de l'entrée en vigueur de la convention-cadre. Elle comporte la création d'un comité d'experts *ad hoc* (le CAHMEC). L'Assemblée parlementaire pourra désigner un représentant pour participer aux travaux de ce dernier. Durant la première étape, ce comité clarifiera les questions pertinentes et dégagera les options possibles en ce qui concerne le mécanisme de contrôle. Ultérieurement, il devra élaborer les règlements et procédures nécessaires, sur la base des décisions qu'auront prises entre-temps les délégués.

M. NÉMETH *(Hongrie)* (Interprétation) remercie M. Helveg Petersen pour cette réponse très satisfaisante.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 16 posée par Sir John Hunt, ainsi rédigée:

«*Question n° 16:*

Sir John Hunt,

Demande au Président du Comité des Ministres,

S'il peut donner l'opinion du Comité des Ministres sur le rôle qu'est appelé à jouer le Conseil de l'Europe dans le cadre de l'Observatoire européen sur le racisme et la xénophobie dont la création est proposée.

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – De l'avis du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, l'observatoire proposé devrait être établi conjointement par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne. Ce point de vue s'explique essentiellement par l'ampleur du phénomène du racisme et de la xénophobie, qui s'étend à l'Europe entière, bien au-delà des frontières des Etats membres de l'Union. Il se fonde également sur le fait que le Conseil de l'Europe a – au fil des années – acquis une vaste expérience dans la lutte contre le racisme et la xénophobie, expérience qui pourrait utilement être exploitée dans le cadre d'un observatoire.

Le Comité des Ministres estime que l'établissement de l'observatoire proposé en tant que projet commun des deux Organisations présenterait des avantages tant économiques que politiques et tiendrait compte de la nécessité d'une saine gestion des fonds publics, en faisant un usage rationnel des ressources disponibles. En outre, le caractère paneuropéen de l'observatoire proposé appelle une participation de tous les pays concernés sur un pied d'égalité.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à Sir John Hunt pour poser une question supplémentaire.

Sir John HUNT *(Royaume-Uni)* (Interprétation) remercie le ministre pour sa réponse encourageante. Ceux qui ont participé à la réunion de commission qui s'est tenue à Bruxelles récemment ont en effet dû constater que le Parlement européen entendait être seul responsable du fonctionnement de cet observatoire. Comme l'a souligné M. Helveg Petersen, le phénomène du racisme et de la xénophobie s'étend au-delà des frontières de l'Union européenne. Le Conseil de l'Europe doit donc se battre pour jouer un rôle actif dans le fonctionnement de l'observatoire.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) signale que le rapport de la Commission consultative doit être examiné à Florence en juin 1996. Il s'assurera que la position du Conseil de l'Europe a été transmise de façon adéquate.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 17 posée par Sir Russell Johnston, ainsi rédigée:

«Question n° 17

Notant que la Campagne européenne de la jeunesse contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance a été un succès et qu'il ne faut absolument pas gâcher cet élan ni décevoir les espoirs suscités,

Se référant aux conclusions de la réunion d'évaluation de Budapest appelant à un suivi concret de la campagne, principalement la poursuite des projets pilotes et des stages de formation pour les représentants des minorités, la création d'une base de données et d'une antenne de liaison au sein du Secrétariat ainsi que la production de matériels pédagogiques,

Rappelant la recommandation adoptée par la Conférence de Budapest dans laquelle les participants pressent l'Assemblée parlementaire «de souligner auprès des gouvernements l'importance de leurs actions dans le domaine de la tolérance, en leur faisant comprendre qu'ils doivent prendre leurs responsabilités en mettant en pratique leurs intentions écrites»,

Demande au Président du Comité des Ministres,

S'il existe une volonté politique de donner un tel suivi concret à la campagne et de veiller à ce que les moyens nécessaires soient disponibles.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (*Traduction*). – L'Honorable Parlementaire a raison de faire état de la réussite de la Campagne européenne de la jeunesse. Elle a apporté une contribution importante à la compréhension dans l'ensemble des Etats membres du Conseil de l'Europe. Nous ne devons pas laisser tomber l'élan ainsi acquis.

Le Comité des Ministres, comme je l'ai déjà indiqué dans mes remarques introductives, prévoit d'adopter une déclaration sur le suivi de la campagne. Dans ce contexte, il soulignera le rôle de la Commission européenne contre le racisme et

l'intolérance et la responsabilité particulière des structures du Conseil de l'Europe dans les domaines de la jeunesse, des droits de l'homme, de l'éducation, de la culture et du sport.

Les délégués recevront probablement pour instruction de veiller à ce que le message du Groupe directeur européen soit dûment pris en compte dans le suivi.

En résumé, permettez-moi d'affirmer: «Oui, la volonté politique de donner un suivi concret à la campagne existe». Et nous devons en trouver les moyens.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à Sir Russell Johnston pour poser une question supplémentaire.

Sir Russell JOHNSTON *(Royaume-Uni)* (Interprétation) constate que le problème est toujours celui des moyens et qu'il faut toujours plus d'argent pour obtenir un travail efficace. Il dit avoir apprécié la réponse donnée à Sir John Hunt. Il constate que l'Union européenne envisage d'organiser sa propre campagne européenne de la jeunesse et compte, à cette occasion, élaborer un nouveau logo. L'orateur demande si on ne pourrait aboutir à une meilleure coopération avec l'Union européenne et garder le logo du Conseil de l'Europe qui est déjà très connu grâce à son caractère particulièrement symbolique.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) remarque que parler de deniers et de moyens financiers est toujours une question sensible, quelle que soit la devise envisagée. Il n'est pas toujours facile d'engager le Conseil des ministres mais il pense que les moyens supplémentaires pourront être trouvés.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 18 posée par M^me^ Aguiar, ainsi rédigée:

«Question n° 18:

Etant donné que lors de la dernière session de l'Assemblée (22-26 janvier 1996), elle a posé une question sur les travaux relatifs à la faisabilité d'un observatoire européen du racisme et de la xénophobie que le Conseil européen a confié à la Commission consultative «Racisme et Xénophobie» en demandant à cette dernière de les mener en étroite coopération avec le Conseil de l'Europe,

Demande au Président du Comité des Ministres,

S'il peut indiquer

– ce qu'il a personnellement fait depuis le mois de janvier en faveur de la création d'un observatoire commun à l'Union européenne et au Conseil de l'Europe;

– s'il compte toujours, comme il l'avait annoncé à l'Assemblée au mois de janvier, faire le point lors de la prochaine session du Comité des Ministres le 3 mai 1996;

– ce qu'il compte entreprendre pour que la position du Conseil de l'Europe sur cette question soit correctement reflétée et prise en compte lors du Conseil européen de Florence en juin prochain.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN *(Traduction)*. – Depuis le mois de janvier, j'ai suivi ce dossier avec un oeil attentif. Dans ce contexte, j'ai personnellement adressé le 12 mars 1996 une correspondance à ce sujet à la Présidence du Conseil de l'Union européenne à laquelle j'ai joint la proposition du Conseil de l'Europe tendant à la création conjointe de l'observateur. J'ai notamment expliqué dans ma lettre les raisons pour lesquelles le Comité des Ministres considèrent que la vocation paneuropéenne de l'observatoire peut être réalisée au mieux à travers une *«joint venture»* de l'Union et du Conseil de l'Europe.

Cette question ne figure pas formellement à l'ordre du jour de la session ministérielle, du 3 mai 1996. Néanmoins, je suis tout à fait disposé à en débattre si l'une ou l'autre délégation souhaite faire le point de la situation à cette occasion.

Je m'efforce de sensibiliser mes collègues au sein de l'Union aux avantages – tant sur le plan politique et économique – qui s'attachent à concevoir cet observatoire sous la forme d'une instance commune, attirant leur attention sur l'expertise du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme et les actions qui l'a mis et continue de mettre en œuvre dans le domaine de la lutte contre le racisme et la xénophobie.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M^me^ Aguiar pour poser une question supplémentaire.

M^me^ AGUIAR *(Portugal)* (Interprétation) remercie le ministre. Elle est inquiète de voir que le Parlement européen préférerait faire cavalier seul. A la réunion de Bruxelles, à laquelle elle a également participé, les membres de l'Assemblée parlementaire ont tenté de convaincre certains collègues du Parlement européen.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 19 posée par M. Antretter, ainsi rédigée:

«Question n° 19:

Dans le cadre d'une communication sur le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme, la Commission de l'Union européenne a proposé de déclarer 1997 «Année européenne contre le racisme»,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Comment le Comité des Ministres juge cette initiative de l'Union européenne, si la Commission de l'Union européenne a consulté le Conseil de l'Europe au cours de la préparation de cette proposition et si la question de savoir dans quelle mesure il conviendrait tout d'abord d'intégrer les activités de l'Union européenne dans la campagne actuelle du Conseil de l'Europe a été examinée dans le cadre des entretiens de représentants du Conseil de l'Europe avec l'Union européenne.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN *(Traduction)*. – Le Comité des Ministres n'a pas encore examiné, en tant que telle, la proposition d'«Année européenne contre le racisme» de l'Union européenne. Si ce projet se concrétise, nous en débattrons probablement dans le cadre des suites de la Campagne européenne de la jeunesse contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance.

La Commission européenne n'a pas consulté le Conseil de l'Europe en élaborant cette proposition, mais je sais que le Commissaire Flynn a récemment écrit au Secrétaire Général pour lui proposer de coopérer à l'organisation de cette année.

Je ne saurais préjuger des réactions de mes collègues, du Comité des Ministres, mais je suis convaincu que, tout comme pour la proposition d'observatoire sur le racisme et la xénophobie, ils estimeront qu'il convient d'utiliser au mieux l'expérience et l'étendue géographique du Conseil de l'Europe.

Il existe au moins deux bonnes raisons d'unir nos efforts en ce domaine.

– la Campagne de la jeunesse a mobilisé un grand nombre de jeunes et établi un vaste réseau de partenariats et d'initiatives. Il ne faut pas laisser cela se perdre, ce ne serait pas raisonnable. Ce serait vraiment de la très mauvaise gestion des deniers publics que de réinventer la roue et de repartir de zéro;

– il faut continuer d'associer étroitement les pays non membres de l'Union européenne qui ont participé très activement à cette campagne, aux efforts de l'Europe pour lutter contre le racisme. Celui-ci ne s'arrête malheureusement aux frontières des Quinze.

Je voudrais ajouter qu'on a des exemples très positifs de coopération étroite entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne autour d'événements analogues, par exemple, l'Année européenne de la musique ou l'Année européenne du cinéma et de la télévision. Peut-être pourrons-nous nous en inspirer en examinant la proposition d'Année européenne contre le racisme.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Antretter pour poser une question supplémentaire.

M. ANTRETTER *(Allemagne)* (Interprétation) remercie le ministre.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 20 posée par M. Rathbone, ainsi rédigée:

«*Question n°20:*

Demande au Président du Comité des Ministres,

Quelle attention les ministres ont accordée à la menace pour la paix au Proche-Orient que constitue la violence entre les forces du Gouvernement israélien et les groupes terroristes du Sud-Liban, notamment à la lumière du statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe d'Israël.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (*Traduction*). – En réponse à l'Honorable Parlementaire, permettez-moi de dire que le Comité des Ministres a noté avec intérêt la décision de l'Assemblée d'organiser vendredi prochain, dans le cadre de la procédure d'urgence, un débat sur la menace qui pèse sur le processus de paix au Proche-Orient et préoccupe évidemment l'Organisation et ses Etats membres.

Il me paraît particulièrement opportun que l'Assemblée ait pris cette initiative, car les observateurs parlementaires israéliens pourront participer au débat.

Israël bénéficie depuis mars dernier du statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe de la coopération culturelle mais pour ce qui est de l'ensemble de l'Organisation, le statut d'observateur n'a été attribué qu'aux Etats-Unis, lesquels seront bientôt rejoints – sous réserve de l'avis favorable de l'Assemblée – par le Canada.

La poursuite de la «sécurité démocratique» ne peut évidemment ignorer les menaces pour la paix en dehors de notre continent, et moins encore quand elles sont toutes proches. C'est pourquoi nous attendons votre débat avec un vif intérêt.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Rathbone pour poser une question supplémentaire.

M. RATHBONE *(Royaume-Uni)* (Interprétation) remercie le Ministre pour l'intérêt qu'il porte aux discussions de l'Assemblée. Il demande si le Comité des Ministres s'est penché sur la question des mécanismes de contrôle et s'il ne faudrait pas se doter d'une méthodologie en la matière et envisager la création de statut d'observateurs.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) observe que les engagements concernent les membres du Conseil de l'Europe et non les observateurs. La réflexion à ce sujet sera approfondie.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 21 posée par M. Severin, ainsi rédigée:

«*Question n° 21:*

M. Severin,

Se fondant sur l'article 54 du Règlement de l'Assemblée du Conseil de l'Europe,

Demande au Président du Comité des Ministres,

S'il envisage de saisir l'Assemblée pour avis sur le projet de déclaration du Conseil de l'Europe sur la démocratie véritable, avant son adoption définitive. Ce texte a été finalisé par le CAHDD lors de ses réunions du 20 mai et des 5 et 6 décembre 1995, et a été transmis au Comité des Ministres pour adoption.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – Le rapport de la dernière réunion du CAHDD a été présenté aux Délégués qui ont examiné, entre autres, le projet de déclaration sur la démocratie véritable.

Les Délégués ont invité le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) et le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) à formuler des avis sur le projet. Ces travaux seront achevés au 30 septembre 1996.

A la réception des avis demandés, les Délégués se prononceront sur la ligne de conduite à adopter et détermineront notamment s'il y a lieu de demander l'avis de l'Assemblée.

Sans préjuger de la décision qui sera prise sur ce dernier point, je voudrais citer le rapport final d'activités du CAHDD: «la Résolution 800 (1983) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux principes de la démocratie, ainsi que les conclusions des conférences de Strasbourg sur la démocratie parlementaire ont été (...) une source d'inspiration» du projet de déclaration sur la démocratie véritable.

Je voudrais rappeler également que l'Assemblée a pu participer aux travaux du CAHDD. Elle sera habilitée, en outre, à envoyer jusqu'à trois représentants au CDCJ quand ce comité préparera son avis.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Severin pour poser une question supplémentaire.

M. SEVERIN *(Roumanie)* (Interprétation) pense que ce texte sera très précieux dans la perspective de l'élargissement du Conseil.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 22 posée par M. Cox, ainsi rédigée:

«*Question n° 22:*

M. Cox,

Demande du Président du Comité des Ministres,

S'il a pris connaissance du rapport de la commission du Budget et du programme de travail intergouvernemental sur le développement de l'informatique au Conseil de l'Europe (document 7493) et de la Recommandation 1234 (1996) et s'il peut donner son avis sur le rapport et le texte adopté.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – Je voudrais remercier l'honorable parlementaire de sa question qui porte sur un domaine auquel le gouvernement danois attache un grand intérêt. La Recommandation 1294 à laquelle il se réfère a été transmise au Comité des Ministres qui y répondra prochainement. Pour ma part, j'aimerais saisir cette occasion de souligner l'importance pour le Conseil de l'Europe d'une accessibilité des informations disponibles, pour les gouvernements comme pour le public, qui aille de pair avec son rôle de premier plan sur la scène politique.

Mon gouvernement soutient les efforts du Secrétaire Général pour faire le meilleur usage possible des crédits affectés à l'informatique, qu'il s'agisse d'investissements, de maintenance ou de formation du personnel. Ces sommes se sont élevées à vingt millions de francs français pour le budget de 1996.

Des informations sur le Conseil de l'Europe seront bientôt disponibles progressivement sur Internet. Un réseau *ad hoc* – dénommé «Intranet» – est également en cours de création pour permettre aux missions diplomatiques, aux membres de l'Assemblée parlementaire et aux services du Conseil de l'Europe d'accéder aux documents et de les échanger. La circulation de textes imprimés s'en trouvera réduite – ce qui sera bénéfique pour les dépenses la concernant.

Mon gouvernement attend avec impatience les propositions du Secrétaire Général pour le budget de l'année prochaine, en souhaitant y trouver des mesures appropriées pour faire passer le Conseil de l'Europe de l'âge du crayon à celui de la puce électronique: le plus tôt sera le mieux.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Cox pour poser une question supplémentaire.

M. COX *(Royaume-Uni)* (Interprétation) insiste pour que le projet de budget 1997 prévoie une modernisation du système informatique, devenue cruciale pour le bon fonctionnement du Secrétariat.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) appelle la question n° 23 posée par Lord Mackie of Benshie, ainsi rédigée:

«*Question n° 23:*

Lord Mackie of Benshie,

Demande au Président du Comité des Ministres,

Quelle est l'attitude du Comité des Ministres concernant l'embargo sur l'exportation de la viande de bœuf britannique, étant donné que cet embargo n'a aucune justification scientifique.»

Il donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Traduction). – La situation créée en Europe par les cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) a suscité une grande inquiétude du point de vue de la santé publique. Je puis comprendre cette inquiétude. Le Comité des Ministres n'a pas discuté de l'interdiction d'exporter du bœuf imposée au Royaume-Uni et je ne puis donc pas faire de commentaire.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à Lord Mackie of Benshie pour poser une question supplémentaire.

Lord MACKIE of BENSHIE *(Royaume-Uni)* (Interprétation) considère qu'il n'existe aucune preuve scientifique de la nocivité des bœufs incriminés. La mesure d'embargo est grave car elle concerne également les éleveurs écossais qui élèvent leurs bêtes dans de vertes prairies. D'ailleurs, la crise affecte tous les éleveurs d'Europe, y compris vraisemblablement ceux du Danemark.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. le Président du Comité des Ministres.

M. HELVEG PETERSEN (Interprétation) exprime sa sympathie pour tous ceux, agriculteurs ou industriels de l'agro-alimentaire, qui, au Royaume-Uni comme ailleurs en Europe, pâtissent de cette situation.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) constate que la liste des questions est épuisée et il remercie M. Helveg Petersen du dialogue qu'il a instauré avec l'Assemblée.

(Lord Finsberg, Vice-Président de l'Assemblée, remplace M. Iwiński au fauteuil présidentiel.)

LE PRÉSIDENT (Interprétation) rappelle à l'Assemblée que la suite de l'ordre du jour est particulièrement chargé puisque deux rapports y sont encore inscrits avec, au total, une liste de trente-cinq orateurs et treize amendements et un sous-amendement à examiner.

Il propose à l'Assemblée d'en avoir terminé avec le débat sur les activités du Comité international de la Croix-Rouge, votes inclus, au plus tard à 18 heures, ce qui suppose l'interruption de la liste des orateurs vers 17 h 45.

Pour le débat suivant portant sur les faits nouveaux dans la fédération de Russie en rapport avec la situation en Tchétchénie, il propose d'interrompre la liste des orateurs vers 19 h 45.

Il précise que les représentants qui, présents dans l'hémicycle, n'auront pu s'exprimer faute de temps, pourront déposer leur intervention dactylographiée au Service de la Séance à la fin du débat pour publication au compte rendu.

En raison de l'ordre du jour chargé, il propose de limiter strictement le temps de parole des orateurs à cinq minutes.

Il en est ainsi décidé.

4. Activités du Comité international de la Croix-Rouge (1992-1995)

LE PRÉSIDENT (Interprétation) indique que l'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Billing, au nom de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie, contenu dans le document 7499, sur les activités du Comité international de la Croix-Rouge.

La liste des orateurs a été close ce jour à 12 heures. Onze orateurs se sont fait inscrire et un amendement a été déposé.

Il donne la parole à M. le rapporteur de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

M. BILLING *(Suède)* (Interprétation) est heureux que le débat se déroule en présence de M. Sommaruga, qu'il remercie de l'aide fournie dans l'élaboration de son rapport. L'Europe connaît actuellement les conflits les plus brutaux qu'elle ait vécus depuis 1945. Les bouleversements politiques ou économiques ont provoqué des conflits armés, en Yougoslavie notamment où on déplore 220 000 tués, 160 000 blessés, 23 000 disparus et où 4 millions de personnes ayant dû quitter leur foyer vivent de l'aide humanitaire.

Le conflit tchétchène est également l'occasion de souffrances indicibles. Ailleurs, on doit noter parmi les plus horribles les conflits d'Afghanistan, du Libéria, du Rwanda. Le rapporteur exprime sa haute appréciation des travaux du CICR, lequel a plus que jamais besoin de l'aide des gouvernements. Il n'est financé que par des contributions volontaires.

L'annexe 2 du rapport permettra aux parlementaires d'apprécier les participations de leurs propres pays et cela, éventuellement, les poussera à réclamer qu'ils fassent plus. Le rapporteur invite tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier les conventions de Genève de 1949 et les protocoles additionnels de 1977.

L'annexe 1 du rapport donne l'état de ratification de ces textes. Le CICR doit impérativement pouvoir travailler en toute indépendance, toujours et partout. Le rapporteur invite les parlementaires et les invités spéciaux à faire en sorte que dans leurs pays, l'accès aux personnes détenues lors de conflits armés soit assuré.

Le Conseil de l'Europe et le CICR respectent les mêmes valeurs humanitaires. Le premier doit donc soutenir politiquement le second. Les parlementaires doivent faire en sorte que leurs pays prennent leurs responsabilités. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) souhaite la bienvenue à M. Sommaruga et insiste sur les relations de plus en plus serrées entre les deux organisations. L'Assemblée se doit d'épauler les efforts du Comité, toujours guidé par l'idéal d'un service universel et impartial envers l'humanité. L'Assemblée applaudit à ce travail généreux et tous les parlementaires feront le maximum pour obtenir le soutien politique et financier des Etats membres.

M. SOMMARUGA, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). – Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général, honorables parlementaires, votre invitation à prendre la parole ce jour devant cette Assemblée parlementaire est la confirmation, comme vous venez de le dire Monsieur le Président, de l'excellente coopération existant entre le Conseil de l'Europe et le Comité international de la Croix-Rouge. Je tiens à vous en remercier, ainsi qu'à féliciter M. Knut Billing pour le rapport qu'il vient de présenter au nom de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

Pour le Comité international de la Croix-Rouge – institution indépendante, spécifiquement neutre et impartiale – il est essentiel de pouvoir compter sur l'appui actif du Conseil, de ses Etats membres, et notamment des parlementaires de cette Assemblée qui sont également actifs dans les organes législatifs de leur pays respectif. Cela a été

possible depuis des décennies, grâce à la compréhension du Secrétaire Général du Greffe et d'autres organes du Conseil de l'Europe avec lesquels le CICR a développé des échanges et une collaboration particulièrement fructueux, ce dont je tiens à vous remercier.

De nombreuses résolutions de cette Assemblée ont porté sur ce que sont les objectifs principaux du Comité international: le droit international humanitaire et l'accès aux victimes de conflits armés.

L'appui à ces objectifs est nécessaire de la part des Etats membres du Conseil ou des pays qui ont le statut d'invité spécial de cette Assemblée, comme également de la part de l'ensemble de la communauté internationale des Etats.

Nous partageons, dans la finalité de nos institutions, des valeurs communes que nous voulons préserver, notamment la sauvegarde de la dignité humaine, en rendant effectifs les principes de solidarité et de tolérance. Toutefois, nos tâches restent toutefois différentes, même si je les juge complémentaires. Le mandat du CICR, vous le savez, est purement humanitaire. Nous voulons rejoindre toutes les victimes de tous les conflits armés – qu'ils soient internationaux ou non internationaux – et toutes les victimes de violence interne. Pour pouvoir atteindre avec succès cet objectif, le Comité international doit être préservé de la politique, ce qu'il fait en observant une scrupuleuse neutralité, en maintenant la transparence de ses actions et en conduisant un dialogue constant avec les parties au conflit, qu'elles soient autorités *de jure* ou *de facto*.

La complémentarité entre nos institutions peut encore être intensifiée, en toute indépendance et dans le plein respect de nos mandats respectifs. Celui du CICR nous vient de 186 Etats, par le biais des Conventions de Genève dont tous les pays membres du Conseil de l'Europe sont parties.

Il est fondamental dans ce contexte de ne pas mélanger ces objectifs politiques et de sécurité, d'une part, avec des objectifs humanitaires et surtout l'action humanitaire, d'autre part. En effet, cette confusion est négative pour les victimes et crée des doutes dans la perception de l'indépendance, de la neutralité et de l'impartialité d'une action qui, pour le Comité international, consiste dans une combinaison de protection et d'assistance.

Mais l'activité du CICR est également de prévention. La prévention des violations de règles humanitaires de base, comme la prévention de la souffrance humaine superflue en conflit, sont aussi prévention des violations des droits de l'homme fondamentaux que les Conventions de Genève prévoient comme limites absolues, des limites qui doivent, en tout cas, être respectées dans les conflits armés. Il s'agit de la protection des civils, du respect de la dignité humaine des prisonniers et de l'assistance impartiale absolue à tous les blessés.

Nous pouvons donner des réponses communes et conjointes à ce postulat de prévention: il s'agit d'éducation, de diffusion systématique du droit international humanitaire. Cette tâche incombe toutefois, en premier lieu, aux Etats qui ont pris des engagements en signant les conventions. La priorité du comité reste de leur rappeler cette obligation, qu'ils remplissent avec plus ou moins d'engagement. C'est pourquoi je me réjouis – et je le dis surtout à vous, Madame Aguiar, à cause de l'initiative que vous avez prise – de la coopération du Conseil de l'Europe avec le CICR dans ce domaine, coopération démontrée lors du colloque sur le droit humanitaire que nous avons tenu récemment à Prague et auquel le Président vient de faire mention.

La diffusion, l'universalisation et l'approfondissement du droit humanitaire restent un postulat essentiel du CICR. Il est grand temps – et je voudrais ici appuyer ce que le rapporteur de votre commission vient de dire – que tous les Etats membres du Conseil de l'Europe adhèrent aux protocoles additionnels des Conventions de Genève conclus en 1977 et qui renforcent notamment la protection des civils lors de conflits armés. Il faut aussi que le plus grand nombre possible de pays reconnaissent la compétence de la Commission internationale d'établissement des faits qui existe, mais qui n'est pas encore active à cause du nombre limité de pays qui en font partie.

Mais l'essentiel est le respect du droit humanitaire vis-à-vis duquel la communauté internationale dans son ensemble a une responsabilité commune. L'état de ce respect est malheureusement aujourd'hui bien précaire.

Laissez-moi le dire tout fort: le monde est malade de ses victimes. Aujourd'hui, c'est au nom de toutes ces victimes que je voudrais m'adresser à vous. Le CICR et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont confrontés au défi consistant à protéger et à assister ces victimes dont le nombre, tragiquement, ne cesse de croître. C'est dans la solidarité avec ces victimes que nous puisons nos forces. De 1945 à aujourd'hui, il y a eu plus de cent-vingt conflits, qui ont fait quelque vingt-deux millions de victimes. Les derniers cinq ans ont été une phase de rupture et de basculement. A l'heure où je vous parle, plus de trente conflits ensanglantent la terre, conflits de pouvoirs, de territoires, de minorités, de religions.

Certains de ces conflits se déroulent dans la région du Conseil de l'Europe. Pensez à la Tchétchénie, à la Bosnie, aux pays du sud du Caucase. Et puis, en regardant le nombre de conflits qui font rage dans le monde, pensez à la région des Grands Lacs africains, au Libéria, au Sierra Leone, à l'Afghanistan, au Sri Lanka, au Timor-Est, aux conflits au Moyen-Orient, à la Colombie. Ces guerres et tant d'autres conflits encore présentent des violations tragiques du droit international humanitaire. Nos délégués sont sur place et le constatent, ainsi que la souffrance humaine qui en est la conséquence.

Monsieur le Président, je suis au courant des travaux de cette deuxième partie de la session ordinaire de 1996 de l'Assemblée parlementaire qui se penche à des titres divers sur des situations conflictuelles et postconflictuelles où le CICR est présent. Ces situations me préoccupent à cause des problèmes humanitaires graves non résolus. Pensez aux disparus de Vukovar en Croatie. Pensez aux disparus de Sebreniska et à d'autres en Bosnie-Herzégovine. Pensez au désarroi des populations civiles affectées par les tirs dans le conflit israélo-arabe, surtout israélo-libanais. Pensez aux violations répétées du droit international humanitaire par les deux parties au conflit interne à la Tchétchénie. A cela s'ajoute le blocage répété du CICR lorsqu'il souhaite protéger et assister toutes les victimes.

L'expérience montre que le respect du droit humanitaire au cœur des conflits armés prévient les exactions en chaîne et évite des déplacements massifs de population. Ce respect facilite aussi une réconciliation future et, de par les espaces humanitaires qu'il ménage entre ennemis, il favorise le dialogue, amorce la négociation et crée une dynamique de paix. C'est ce même *corpus juris* qui reconnaît aux victimes le droit à l'assistance, sans que les secours humanitaires distribués par les institutions indépendantes et impartiales ne puissent être considérés comme une ingérence.

Le Comité international de la Croix-Rouge, préoccupé par le transfert massif, sans réel contrôle, d'armes à feu de petit et moyen calibre et par les violations du droit humanitaire qu'elles provoquent, ne peut que rappeler avec force, ici, comme je l'ai fait avant-hier, à l'ouverture de la Conférence de Genève, son appel en faveur d'une prohibition totale des mines antipersonnel. Il faut mettre un terme à la production, l'exportation et l'utilisation de ces armes lâches qui créent des problèmes majeurs de caractère économique et social paralysant la production agricole, car elles font des ravages parmi les civils, non combattants, des années après la fin du conflit, et génèrent d'indicibles souffrances pour les personnes atteintes qui doivent très souvent être amputées.

Ce ne sont pas les quelque trois millions de ces mines qui se trouvent en Bosnie, et qui font leurs premières victimes, qui doivent seulement nous préoccuper. Ce sont les quelque 110 millions de mines enterrées dans une cinquantaine de pays et les quelque 100 millions de mines antipersonnel qui se trouvent dans les arsenaux prêtes à être posées. Il faut que le carnage provoqué par les mines antipersonnel cesse. Les avantages militaires que ces engins pourraient procurer sont sans commune mesure avec leurs terribles conséquences.

Votre Assemblée, Mesdames et Messieurs les parlementaires, s'est déjà engagée dans cette délicate affaire. Continuez je vous prie à maintenir la pression sur la communauté internationale comme vient de le faire l'Union interparlementaire dans sa réunion d'Istanbul. Lundi dernier, elle m'a justement chargé de présenter en son nom à la Conférence de Genève sa résolution qui est très impressionnante car elle demande exactement ce que je viens de décrire.

Par un engagement dans l'universalisation, l'approfondissement, la diffusion et le respect du droit international humanitaire, par un appui financier accru à l'action de protection et d'assistance des victimes de conflits armés, par l'encouragement d'une coordination plus incisive entre acteurs humanitaires, les Etats membres du Conseil de l'Europe, le Conseil lui-même et notamment cette Assemblée parlementaire, peuvent contribuer de façon déterminante à la paix et à la sécurité dans le monde, qui passe toujours par la paix des esprits et des cœurs. Le Comité international de la Croix-Rouge vous en sait gré et se réjouit de l'adoption du projet de résolution qui vous est proposé. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) remercie M. Sommaruga pour son discours qui venait à l'évidence du cœur et montrait sa parfaite connaissance du sujet et sa grande sensibilité.

Il donne la parole à M. Cunliffe.

M. CUNLIFFE *(Royaume-Uni)* (Interprétation) remercie le rapporteur et le président du CICR.

S'exprimant au nom du groupe socialiste, il déclare que celui-ci s'indigne de la lenteur avec laquelle les Etats vont vers l'interdiction des mines antipersonnel. Il insiste pour que l'Assemblée adopte le document qui condamne ce fléau et en réclame l'absolue interdiction. Il y a, comme l'a dit M. Sommaruga, 100 millions de mines en stock et autant d'installées qui attendent de tuer ou de blesser. Il faudra cinquante ans avant qu'on ne puisse s'en débarrasser. Au Cambodge, dans l'ancienne Yougoslavie, au Rwanda, des populations entières qui ont été déplacées ont peur de rentrer chez elles, dans leurs

villages, parce qu'il leur faudrait traverser des champs de mines. N'oublions pas que ces armes font 20 000 victimes par an dont 40 % ont moins de 15 ans. A quoi bon évoquer avec émotion la Charte des droits des enfants, quand un tel scandale met la communauté internationale en accusation?

Les mines antipersonnel tuent également beaucoup d'adultes dont l'activité serait indispensable à l'économie.

La fabrication de chacun de ces engins ne coûte que deux livres, alors qu'il faut un millier de dollars pour en éliminer un seul. L'orateur espère que, conformément aux conclusions de la Conférence des Nations Unies, les techniques de déminage seront promptement améliorées afin d'accélérer les opérations de nettoyage.

Les producteurs ne veulent traiter qu'avec l'ONU, qu'ils estiment seule compétente. Il serait souhaitable que les autorités de leurs pays d'origine assument leurs responsabilités et prennent des initiatives, aussi bien dans le cadre des Nations Unies que dans celui des relations bilatérales.

En conclusion, l'orateur souhaite qu'un amendement soit adopté sur ce sujet et que la conférence interdise totalement l'utilisation de ces mines.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M^me^ Fehr.

M^me^ FEHR *(Suisse)* (Interprétation) félicite M. Billing pour son rapport à la fois concis et complet. Elle se réjouit que la Suisse, en raison de sa neutralité, abrite le siège de la Croix- Rouge, contribuant ainsi à aider celle-ci dans son rôle d'intermédiaire au service des victimes de conflits.

Le point 6 du projet de résolution rend hommage au CICR pour ses efforts «visant à interdire des armes particulièrement cruelles telles que les mines antipersonnel». On s'y félicite également de la révision de la convention pertinente des Nations Unies, mais l'oratrice fait remarquer que les travaux entrepris à cette fin viennent seulement de commencer. D'autre part, la Conférence ne peut trancher que par consensus, de sorte que la recommandation ne peut avoir beaucoup d'effet. La seule solution réside donc dans une interdiction totale des mines antipersonnel.

Celles-ci provoquent des blessures graves, notamment parmi la population civile et parmi les enfants. Elles interdisent l'arrivée des secours pendant les conflits. Efficaces cinquante ans après la fin d'une guerre, elles font obstacle à la reconstruction du pays et au retour des réfugiés. Pourtant, les militaires les estiment indispensables sous prétexte qu'elles freinent l'avance de l'ennemi, qu'elles le démoralisent et qu'elles sont d'autant moins chères qu'elles dispensent d'entretenir des soldats sur place.

Le Comité des Ministres a pris position en juillet dernier, mais cela n'a eu aucun effet. La Suisse, qui a décidé de renoncer à la fabrication de telles armes, ne peut qu'engager l'Assemblée à voter l'amendement n° 1 et ses collègues à agir en conséquence sur leurs gouvernements. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M^me^ Ragnarsdóttir.

M^me^ RAGNARSDÓTTIR *(Islande)* (Interprétation) rend hommage à M. Billing pour son rapport et à M. Sommaruga pour son exposé émouvant. La planète n'a pas connu de guerre mondiale depuis cinquante ans, mais les conflits s'y sont multipliés. La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge n'ont donc eu que trop d'occasions de secourir les souffrances. Le CICR a accompli sa tâche malgré des conditions souvent très dangereuses.

L'oratrice souhaite que l'Assemblée réaffirme son soutien à la campagne que mène le CICR contre les mines terrestres et les armes aveuglantes à laser, mais il ne faudrait pas oublier les campagnes de transfusion sanguine qu'il organise également.

Les belligérants doivent respecter le droit humanitaire international et, en particulier, s'abstenir de toute attaque contre les travailleurs humanitaires. La récente attaque israélienne contre un camp de réfugiés au Liban a soulevé en Islande et ailleurs un tollé parfaitement justifié.

D'autre part, il faut renforcer le soutien matériel et financier apporté à la Croix-Rouge. L'Islande y a contribué pour sa part en accueillant des réfugiés et en envoyant des volontaires dans le monde entier.

Enfin, en tant que présidente de la commission des relations parlementaires et publiques, l'oratrice insiste pour que l'on s'efforce d'améliorer la coopération avec les ONG. On pourrait, par exemple, transformer le comité conjoint en sous-commission. Le Conseil de l'Europe ne pourrait qu'y gagner, de même que le CICR, chef de file de ces ONG. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Iwiński.

M. IWIŃSKI *(Pologne)* (Interprétation) dit que la Croix-Rouge fait partie de cette élite de quelque 2 000 organisations internationales qui déploient dans le monde une activité désintéressée et impartiale. Depuis 130 ans, elle s'est rendue indispensable dans beaucoup de pays. Sa coopération avec le Conseil de l'Europe, qui défend d'une autre façon les mêmes valeurs, ne peut être que bénéfique aux deux organisations. L'Assemblée parlementaire a ainsi établi un certain nombre de règles et créé le cadre d'un droit international nouveau.

La commission des migrations, des réfugiés et de la démographie est en étroite relation avec le CICR: elle participe à ses réunions comme observateur et informe ensuite ses membres des activités de la Croix-Rouge. Elle est ainsi à même de mieux préparer ses auditions et conférences: l'an dernier, l'orateur a par exemple eu l'honneur de présider un colloque organisé à Prague en coopération avec le CICR sur le droit humanitaire international. Il espère que cette rencontre aboutira bientôt à d'heureux résultats dans les législations nationales.

En ce qui concerne les victimes de conflits armés, ce droit est codifié pour l'essentiel dans la Convention de Genève de 1949 et dans les deux protocoles additionnels de 1977, tous instruments qui fondent l'activité du CICR. Les conflits ne sont que trop nombreux aujourd'hui qui réclament l'intervention de la Croix-Rouge: ex-Yougoslavie, Tchétchénie, Abkhazie, Haut-Karabakh, Rwanda, Afghanistan, Sri-Lanka. Il est donc indispensable que le Conseil et les Etats membres renforcent leur soutien politique et financier à cette organisation. Ce serait le meilleur hommage à lui rendre et l'orateur ne peut donc que souscrire au projet de résolution. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) pense qu'il faudrait également rendre hommage au travail effectué par M. Iwiński.

Il donne la parole à M^me^ Garajová.

M^me^ GARAJOVÁ (*Slovaquie*). — Monsieur le Président, honorables parlementaires, d'après le rapport de M. Billing, l'activité du Comité international de la Croix-Rouge est si large et si nécessaire qu'il faut vraiment lui rendre hommage pour le travail qu'il accomplit en tant qu'intermédiaire neutre en faveur des victimes de conflits armés, de troubles ou de tensions internes.

Permettez-moi de vous présenter la Croix-Rouge slovaque.

Elle est devenue membre de la Fédération internationale de la Croix-Rouge en 1993. Notre République, la Slovaquie, a signé les Conventions de Genève de 1949 et nous avons ratifié aussi leurs protocoles additionnels de 1977. La Croix-Rouge slovaque a de très bonnes relations avec le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

La Croix-Rouge slovaque recevait jusqu'à présent une aide financière, logistique et médicale de la part du Comité international de la Croix-Rouge. Nous le remercions vivement.

Par exemple, l'année passée, nous avons préparé, aux frais du Comité international de la Croix-Rouge, la traduction en slovaque des vidéo-films, des manuels scolaires sur les Conventions de Genève et sur le droit humanitaire international, pour l'enseignement de l'armée slovaque. Notre armée est alors devenue la première des pays de l'Europe centrale et orientale où la diffusion des principes du droit humanitaire international est organisée de manière systématique et où cela devient même une formation à part entière.

La Croix-Rouge slovaque commence à avoir ses propres activités, bien sûr en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge. En 1994, la Slovaquie a servi d'intermédiaire pour préparer l'aide humanitaire au Rwanda. Tel a été le cas l'année dernière avec l'Ukraine et la Corée. La plus grande partie de nos activités s'orientait bien sûr vers l'ex-Yougoslavie.

Pendant l'hiver 1993-1994, notre assistance a consisté en la préparation et en l'envoi de vêtements, de couvertures, de médicaments et, naturellement, de vivres sous forme de colis individuels.

En 1995, pour la première fois, nous avons aussi envoyé à l'étranger une aide financière, certes modeste, mais provenant de nos ressources propres. La Croix-Rouge slovaque agit en coopération avec les Croix-Rouges allemande, autrichienne, tchèque et ukrainienne, avec lesquelles elle a signé des contrats de collaboration dans ce domaine.

Nous supposons qu'à l'avenir l'activité de la Croix-Rouge slovaque s'orientera vers l'envoi de ses spécialistes, du personnel sanitaire, des techniciens, entre autres, pour renforcer le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Parallèlement à un développement rapide et favorable de l'économie de notre République slovaque, nous nous attendons progressivement à une baisse de l'aide internationale financière et logistique pour la Croix-Rouge slovaque. Nous sommes sûrs que, dans quelques années, la Slovaquie sera à même d'aider elle aussi d'autres Croix-Rouges en Europe qui sont dans une situation économique pire que la sienne.

Permettez-moi, en conclusion, de vous dire que, dans quelques semaines, notre pays aura l'honneur de recevoir le président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Cornelio Sommaruga. D'après mes informations, ce sera sa première visite dans un pays d'Europe centrale et de l'Est.

La République slovaque fait grand cas de cette visite. Elle la perçoit comme une reconnaissance de ses bons résultats et, en même temps, comme une opportunité de parfaire la collaboration du Comité international de la Croix-Rouge avec la Croix-Rouge de la République slovaque. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M^me^ Guirado.

M^me^ GUIRADO *(Espagne)* (Interprétation) félicite M. Sommaruga, ainsi que toute l'organisation de la Croix-Rouge qui aide ceux qui souffrent.

Contrairement à d'autres parlementaires, M^me^ Guirado ne condamne pas seulement les mines antipersonnel mais toutes les armes, qui sont toujours faites pour tuer. Elle désire une condamnation ferme des chefs de guerre et des Etats qui profitent de l'argent de la guerre.

La Conférence sur le droit humanitaire international, organisée à Prague, a défini un droit utilisé en temps de guerre. L'oratrice espère que le message donné par la Conférence de Prague aura une utilité sur le plan humanitaire.

Comme l'a dit M. Iwiński, la commission s'est rendue sur le terrain en Bosnie-Herzégovine et a constaté le travail remarquable accompli par les coopérants du CICR. L'oratrice raconte qu'elle a vécu là l'expérience la plus importante de sa vie. Elle constate que ce formidable travail humanitaire a été admirablement mis en exergue par le rapport de M. Billing, qui est fort bien documenté. Toutefois, un rapport ne peut être que le miroir de ce qui se passe et ne le reflète qu'imparfaitement.

M^me^ Guirado félicite le CICR pour le travail merveilleux qu'il accomplit et qui mérite la collaboration de tous. Elle lance un appel aux Etats membres du Conseil de l'Europe pour apporter les deniers nécessaires à certaines mises en œuvre. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Frey.

M. FREY *(Suisse)*. – Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le Comité international de la Croix-Rouge, c'est la tradition au service d'une action humanitaire en profondeur et dans la durée. Notre Organisation, quant à elle, constitue un lieu privilégié de sensibilisation des Etats et des peuples, en particulier aux problèmes humanitaires. C'est pourquoi je me réjouis de ce débat et de votre présence, Monsieur le président du CICR. Ce débat est en effet une occasion rare de rappeler aux nations d'Europe ici représentées la nécessité d'agir.

Pour être bref, je retiendrai deux priorités: la première, relative à l'interdiction des mines antipersonnel; la seconde, concernant la coordination des actions humanitaires.

Sur le premier point, les mines antipersonnel, beaucoup ici se sont déjà exprimés. J'ai bien aimé le cri du cœur, le cri d'indignation lancé par le porte-parole du groupe socialiste, M. Cunliffe. J'approuverai l'amendement n° 1 qu'il a déposé parce qu'il s'agit de marquer, ici et maintenant, notre volonté d'agir, parce que l'on ne peut supporter que l'on tue aveuglément, que l'on mutile horriblement et durablement, y compris des civils.

Je remercie donc M. Cunliffe d'avoir présenté un amendement visant à introduire au paragraphe 8.i l'interdiction d'exportation immédiate de mines antipersonnel. Cet amendement ne fera que renforcer notre volonté. Cette sensibilisation doit vous permettre, Monsieur le président du CICR, de dire ailleurs qu'il y a maintenant une volonté de passer à une phase d'action sur ce point.

De plus, nous sommes pour la plupart députés nationaux. Nous pouvons donc agir directement, ce qui serait peut-être la meilleure façon d'agir efficacement.

La Suisse vient de réviser sa loi sur l'exportation de matériel de guerre et le Conseil national, à une très large majorité, a approuvé l'interdiction d'exportation de ces mines antipersonnel.

Le second point fort est la nécessaire coordination des actions humanitaires. L'aide humanitaire n'échappe pas aux aléas des projecteurs de l'actualité. Si ceux-ci présentent l'avantage de sensibiliser, de favoriser les générosités dans l'action, la lumière mise sur ces drames présente aussi l'inconvénient de provoquer un fourmillement désordonné d'actions humanitaires.

Dès lors, je me demande, et je vous demande, Monsieur le président du CICR, s'il n'appartiendrait pas en premier lieu au CICR de provoquer une coordination de ces actions et d'en prendre la responsabilité.

Tous les Etats, à des degrés divers, connaissent des difficultés financières. On doit cependant regretter la facilité qu'ont parfois certains à réduire les montants alloués au titre de l'action humanitaire. Je conclurai donc en formulant ce vœu: puisse ce débat montrer que l'humanitaire, au-delà des difficultés financières des Etats, reste et doit rester leur priorité! *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Szymański.

M. SZYMAŃSKI *(Pologne)* (Interprétation) indique que la coopération entre la Croix-Rouge polonaise et le CICR a déjà une longue tradition. Particulièrement intense depuis trois ans, l'aide a porté sur des victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles.

En 1990, la Croix-Rouge polonaise a entrepris, avec l'aide du CICR, de rechercher la trace de personnes disparues lors de la dernière guerre mondiale. Les dossiers de 68 000 victimes de guerre ont ainsi pu être étudiés.

La Croix-Rouge polonaise s'occupe également de formation. Elle a traduit et diffusé une trentaine de brochures d'information. Avec l'aide du CICR, elle a organisé des cours d'été sur le droit humanitaire international à l'usage des étudiants en droit. De 1992 à

1995, 134 personnes y ont participé. En 1995, toujours en coopération avec le CICR, elle a organisé un séminaire régional pour les agents de la Croix-Rouge et les volontaires. 2 000 écoliers et étudiants ont participé à des cours de formation.

La délégation polonaise remercie M. Sommaruga d'avoir créé un tel climat de coopération. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Cox.

M. COX *(Royaume-Uni)* (Interprétation) félicite le rapporteur pour l'excellent travail accompli et rend hommage à l'action de la Croix-Rouge. Les conflits sont toujours largement couverts par les médias. Lorsqu'un nouvel événement occulte le précédent, les souffrances des populations restent bien réelles. Si les médias les oublient, la Croix-Rouge est toujours présente.

L'orateur cite le conflit en Somalie et les difficultés considérables rencontrées pour aider ce pays très pauvre. La Croix-Rouge est intervenue massivement pour tenter de trouver une solution au problème des réfugiés au Kenya. Ce fut une tâche considérable. La Somalie a connu des difficultés énormes et les échanges commerciaux ont pâti de cette situation.

Le rapport parle du regroupement des familles, tâche vaste et complexe également dévolue à la Croix-Rouge.

Certains pays se montrent généreux envers le CICR, faute de quoi il ne pourrait fonctionner. C'est le cas des Pays-Bas et de la Suisse, notamment, qui consentent un effort particulier. D'autres pays, comme le Royaume-Uni, contribuent moins largement.

Certains même ne donnent rien et n'ont jamais rien donné, bien qu'ils soient aisés et que tous les pays soient amenés un jour ou l'autre à bénéficier de l'activité du CICR. Chacun devrait donner son obole, si modeste soit-elle.

Ce débat, conclut l'orateur, a le mérite d'empêcher d'oublier que le CICR œuvre, constamment et partout, à soulager les souffrances du monde. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) constate que la liste des orateurs est épuisée et donne la parole à M. Sommaruga.

M. SOMMARUGA (Interprétation) remercie les orateurs de leurs propos. C'est avec plaisir qu'il les a entendus faire référence aux Sociétés nationales de bénévoles de la Croix-Rouge, dont le Comité international est totalement solidaire. L'orateur est favorablement impressionné par l'engagement de l'Assemblée sur le dossier des mines antipersonnel. Il est important que les appels de Strasbourg soient entendus par les gouvernements. On doit regretter que l'actuelle conférence des Nations Unies se termine sans appeler à l'interdiction absolue de ces mines.

Certains pays du Conseil de l'Europe, il faut le reconnaître, mettent de la mauvaise volonté à les interdire et la définition de ce qu'est une mine antipersonnel a été rendue tellement floue que cela permettra tous les abus. Trente pays ont déjà déclaré interdire la production, l'exportation et l'utilisation de ces mines. Il faut mettre ses espoirs dans ces décisions autonomes.

M. Sommaruga remercie tous les parlements représentés ici pour leur soutien financier. Il note que les membres du G7, à l'exception d'un seul, ont une contribution relativement modeste, eu égard à leurs moyens. Tous les gouvernements devraient souscrire aux Conventions de Genève et donner une obole, même symbolique.

L'orateur dit sa compassion pour toutes les victimes des conflits armés et aussi pour les volontaires des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, tombés au champ d'honneur humanitaire en Somalie ou en Afghanistan. Il félicite encore l'Assemblée pour son engagement et lui exprime sa gratitude pour son soutien. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole au rapporteur.

M. BILLING *(Suède)* (Interprétation) exprime son accord avec ce qui a été dit sur les mines antipersonnel et sur l'importance d'un effort financier plus grand de chacun des pays européens.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à la présidente de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

M^me^ AGUIAR *(Portugal)*, présidente de la commission (Interprétation), félicite M. Sommaruga pour le travail admirable de son comité, mais aussi pour sa coopération. Elle espère que celle-ci se retrouvera à l'occasion d'autres séminaires et dans d'autres régions européennes.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) déclare que la discussion est close et indique que la commission a présenté un projet de résolution contenu dans le document 7499 et ainsi rédigé:

«I. Projet de résolution

1. L'Assemblée rend hommage au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour le travail qu'il accomplit en tant qu'intermédiaire neutre en faveur des victimes de conflits armés, de troubles et de tensions internes.

2. L'Assemblée reconnaît que de par son statut spécifique défini dans les Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977 en matière de mise en œuvre du droit international humanitaire, le CICR représente un organisme humanitaire unique dont le rôle dans les domaines de ses compétences est irremplaçable.

3. L'Assemblée considère que dans les conflits actuels, où tous les civils – hommes, femmes, enfants et personnes âgées – sont de plus en plus menacés, le rôle du CICR ne fait que croître.

4. Durant les années 1992-1995, le CICR a apporté sa protection et son assistance à des millions de personnes dans le monde entier. Il convient de mentionner tout particulièrement l'action qu'il a menée au Rwanda, pays qui, après de terribles massacres, a connu un effondrement de l'autorité d'Etat et du système judiciaire, des épidémies et une quantité innombrable de prisonniers détenus dans des conditions catastrophiques.

5. L'Assemblée exprime sa reconnaissance au CICR pour son action en faveur des victimes de la guerre en ex-Yougoslavie et tout particulièrement des milliers de personnes internées durant le conflit. Elle lui apporte son ferme soutien pour l'accomplissement des

tâches qui lui ont été confirmées par l'Accord de paix sur la Bosnie-Herzégovine, à savoir d'organiser aussitôt que possible la libération des prisonniers et d'éclaircir le sort des personnes disparues.

6. Outre le travail sur le terrain, l'Assemblée apprécie l'effort déployé par le CICR dans la diffusion du droit international humanitaire ainsi que ses efforts diplomatiques visant à interdire des armes particulièrement cruelles, telles que les mines antipersonnel et les armes aveuglantes à laser. A ce propos, elle se félicite de l'adoption récente du quatrième protocole à la Convention de 1980 des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques, interdisant l'aveuglement intentionnel au moyen d'armes à laser.

7. Par ailleurs, l'Assemblée se réjouit de l'intensification de sa coopération avec le CICR dont les modalités ont été fixées dans les lettres des présidents respectifs en juin et juillet 1995.

8. Par conséquent, l'Assemblée invite notamment les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe, des Etats dont les parlements ont ou ont demandé le statut d'invité spécial auprès de l'Assemblée, des Etats dont les parlements jouissent du statut d'observateur, à savoir Israël, ainsi que de tout autre Etat:

a. à assurer le respect strict et en toutes circonstances des conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels de 1977 ainsi que d'autres dispositions du droit humanitaire international;

b. à ratifier, si ce n'est pas encore le cas, les Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977, ainsi que la Convention de 1980 des Nations Unies sur l'interdiction ou l'emploi de certaines armes classiques et ses protocoles;

c. à accepter la compétence de la Commission internationale d'établissement des faits prévue par l'article 90 du Protocole I (1977) aux Conventions de Genève;

d. à adopter des lois nationales d'application du droit humanitaire international;

e. à permettre aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de leur pays d'exercer leurs activités en toute indépendance;

f. à permettre aux représentants du CICR l'accès aux personnes détenues dans les conflits armés, internationaux ou internes ainsi que dans d'autres situations où l'intervention d'une institution spécifiquement neutre et indépendante peut contribuer à la solution des problèmes humanitaires;

g. à intensifier leur soutien politique et financier aux activités du CICR;

h. à favoriser la diffusion du droit humanitaire international dans leurs pays respectifs, en particulier auprès des forces armées et de police;

i. à soutenir l'interdiction totale du transfert et de l'emploi des mines terrestres antipersonnel;

j. à encourager l'élargissement de la Convention de 1980 des Nations Unies susmentionnée aux conflits armés non internationaux et l'inclusion dans ses dispositions d'un mécanisme effectif de vérification et d'une procédure d'examen régulier;

k. à prendre en considération le fait que l'humanitaire, le politique et le militaire doivent rester dans leur dynamique propre, sans confusion des objectifs et des tâches, afin de préserver l'indépendance, la neutralité et l'impartialité de l'action humanitaire.»

Il précise que sur ce projet de résolution, un amendement, n° 1, a été déposé par MM. Cunliffe et Gjellerod. Il est ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, paragraphe 8, à la fin de l'alinéa i, insérer les mots suivants:

"et à interdire immédiatement l'exportation des mines terrestres antipersonnel;»

Il donne la parole à M. Cunliffe pour soutenir l'amendement.

M. CUNLIFFE *(Royaume-Uni)* (Interprétation) juge nécessaire d'interdire immédiatement l'exportation des mines antipersonnel. Il est personnellement tout à fait d'accord pour agir en ce sens auprès du Parlement britannique. Il signale vouloir retirer le mot «terrestres» du texte initial de l'amendement, l'important étant d'insister sur le caractère immédiat de l'interdiction.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. BILLING *(Suède)* (Interprétation) déclare que la commission accepte l'amendement ainsi rédigé.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement est adopté.

LE PRÉSIDENT (Interprétation) met aux voix l'ensemble du projet de résolution contenu dans le document 7499, amendé.

Le projet de résolution, amendé, est adopté.

5. *Faits nouveaux dans la Fédération de Russie en rapport avec la situation en Tchétchénie*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) indique que l'ordre du jour appelle la présentation et la discussion du rapport de M. Muehlemann, au nom de la commission des questions politiques, ainsi que de l'avis de M. Bindig, au nom de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, de l'avis oral de M. Iwiński au nom de la commission des migrations des réfugiés et de la démographie et de l'avis oral de M^lle^ Atkinson, au nom de la commission des relations avec les pays européens non membres sur les faits nouveaux dans la Fédération de Russie en rapport avec la situation en Tchétchénie.

La liste des orateurs devra être interrompue vers 19 h 45, ceux des parlementaires, qui présents dans l'hémicycle, n'auraient pu s'exprimer faute de temps, pourront déposer leur intervention dactylographiée au service de la séance pour publication au compte rendu.

Le Président donne la parole à M. Muehlemann, rapporteur de la commission des questions politiques.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) observe qu'à Moscou, certains constatent aujourd'hui qu'il est toujours beaucoup plus facile de commencer une guerre que d'y mettre fin. Une commission *ad hoc* a été constituée, mais trop tardivement pour pouvoir se réunir à Moscou. Seuls s'y sont rendus le rapporteur et M. Bindig. La commission ne s'est réunie au complet que lundi dernier. Les positions des commissions des questions politiques et des questions juridiques ayant pu être harmonisées, M. Muehlemann est en mesure de présenter un rapport équilibré et actualisé. Il demande que les parlementaires, lors du vote des amendements, se souviennent de l'incertitude qui règne encore sur beaucoup de points, sur le sort de M. Doudaïev, par exemple.

L'Assemblée doit s'élever solennellement contre les atrocités commises des deux bords. Il n'est pas plus acceptable de prendre des otages que de bombarder sans discrimination un village abritant otages, preneurs d'otages et civils. Les violations des droits de l'homme sont constantes. Les populations civiles sont soit bombardées, soit utilisées comme bouclier humain.

Certains à Moscou demeurent convaincus de la nécessité d'employer la force à outrance. Mais il s'y trouve aussi des réformateurs qui cherchent la paix et MM. Lukin et Kovalev sont de ceux-là.

Le projet de résolution énonce clairement que l'Assemblée est favorable à la recherche d'une solution de paix, même si elle ne peut accepter le plan qui prévoit un retrait progressif après un cessez-le-feu et la négociation d'un statut sur le modèle du Tatarstan. Que va devenir ce plan, en effet, après l'élection présidentielle? La commission ne peut naturellement pas s'immiscer dans le processus électoral et il est clair que le candidat-président doit, s'il veut gagner, obtenir la paix. Malheureusement, Boris Eltsine donne parfois des ordres qui ne sont pas suivis par les militaires.

La commission suit avec intérêt les travaux et les actions de l'OSCE, qui maintient une délégation à Grozny contre vents et marées. Celle-ci a élaboré un rapport qui est contesté par les deux parties. M. Atkinson a proposé de façon judicieuse une réunion de tous les acteurs, c'est-à-dire non seulement les Russes et les indépendantistes, mais aussi les autorités du Daghestan et de l'Ingouchie, qui se trouvent elles aussi plongées dans la mêlée.

Jusqu'ici la Tchétchénie n'a pas provoqué l'embrasement de tout le Caucase que l'on pouvait craindre et l'Assemblée a la chance d'avoir en son sein trente-sept amis russes qui peuvent être de bon conseil et lui indiquer à quelle porte frapper. A quoi peut-il servir d'aller hurler sur la place Rouge? Il faut avoir le courage d'aller voir les responsables et de leur dire son sentiment. Il faudrait certes un cessez-le-feu en préalable à la recherche d'une solution pacifique raisonnable mais l'orateur rappelle que, dans les Balkans, on a signé en vain d'innombrables cessez-le-feu et qu'il a fallu les chars américains pour rétablir le calme, ce qui n'est pas envisageable en Russie.

M. Muehlemann demande à l'Assemblée d'appuyer le projet de résolution et de faire confiance à la commission Tchétchénie, tandis que la commission des questions juridiques met en place une procédure de surveillance. Il espère qu'il pourra faire dans les prochains mois des propositions constructives en vue d'un cessez-le-feu, car la région est un véritable baril de poudre. Le défi sera difficile à relever. *(Applaudissements)*

(M^me^ Fischer, Présidente de l'Assemblée, prend place au fauteuil présidentiel.)

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. le rapporteur pour avis de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme.

M. BINDIG *(Allemagne)*, rapporteur pour avis (Interprétation), rappelle que la Fédération de Russie, lorsqu'elle est devenue membre du Conseil de l'Europe, a souscrit à un certain nombre d'engagements concernant les droits de l'homme, le règlement des différends, le droit international humanitaire et les relations avec les organisations humanitaires internationales. Or il apparaît que ni les autorités russes ni les Tchétchènes ne respectent le droit international humanitaire, ni ne manifestent leur désir de trouver une solution autrement que par la violence. Les forces russes continuent à viser des objectifs civils avec de l'artillerie lourde, un second massacre a eu lieu dans le village de Samashki, l'armée russe poursuit sa politique de la terre brûlée. Les troupes du ministère de l'Intérieur et les forces de police spéciale pratiquent à grande échelle le vandalisme, l'incendie, la torture sans que les autorités russes fassent des efforts pour arrêter et punir les coupables. En face, les terroristes tchétchènes ne craignent pas de prendre des otages et de lancer des actions contre des bâtiments civils. Le droit humanitaire n'est respecté par aucune des parties.

Il est du devoir du rapporteur d'insister sur la gravité de ces événements et de condamner l'évolution de la situation en Tchétchénie, qui a empiré depuis l'adhésion de la Russie. Il importe de rappeler que, conformément à la Directive n° 508, les obligations qui sont souscrites par un Etat ne peuvent être violées. Une contradiction trop évidente entre les paroles et les actes ne peut qu'ouvrir la procédure prévue par cette directive. La Russie doit en avoir conscience.

M. Bindig conclut en disant qu'il a eu la possibilité de présenter un projet de résolution révisé et un projet de directive à la commission des questions politiques et qu'il n'a pas jugé utile, dans ces conditions, de présenter des amendements au nom de la commission des questions juridiques. Celle-ci approuve le projet de résolution sur le conflit en Tchétchénie. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. le rapporteur pour avis de la commission des migrations, des réfugiés de la démographie.

M. IWIŃSKI *(Pologne)*, rapporteur pour avis, (Interprétation), souhaite appeler l'attention de l'Assemblée sur la situation des personnes déplacées à la suite du conflit en Tchétchénie. Il rappelle que 200 000 personnes ont fui la région pour se réfugier dans les républiques voisines, le Daghestan et l'Ingouchie, qui sont submergées par cet afflux. Ces réfugiés ne sont pas revenus chez eux lors de la signature du premier cessez-le-feu et leur nombre n'a cessé de croître depuis la reprise du conflit. Près de 250 000 personnes ont en outre fui à l'intérieur de la Tchétchénie, elles manquent de nourriture, de soins, de structure d'enseignement.

A Grozny la situation humanitaire est catastrophique, l'eau potable, l'électricité, les médicaments, la nourriture font cruellement défaut. A quoi s'ajoute le problème des prisonniers de guerre et des personnes retenues, qui sont près de 150 000 et que les deux parties empêchent le CICR d'aller visiter. Le sort de ces personnes déplacées, réfugiées ou prisonnières est comparable à ce que l'on a observé lors du conflit yougoslave.

Le CICR essaie d'apporter une aide à ces victimes et il faut lui rendre hommage, ainsi qu'au Haut Commissariat des Nations Unies. Des dons ont été reçus à hauteur de 10 millions de dollars et les autorités russes ont accepté que l'action coordonnée, qui devait s'achever fin 1995 et qui a permis de distribuer des abris, des lits, des couvertures, puisse continuer. Malheureusement, la pénurie de médicaments est actuellement fort grave et c'est Médecins sans Frontières qui fournit l'eau potable à Grozny. Le Haut Commissariat des Nations Unies s'efforce de faire respecter le droit humanitaire mais il est urgent que ce conflit s'arrête. Les problèmes ne seront pas résolus tant qu'un remède n'aura pas été apporté au fond. Le rapporteur pour avis apporte son appui au projet de résolution. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. le rapporteur pour avis de la commission des relations avec les pays européens non membres.

M. ATKINSON *(Royaume-Uni)*, rapporteur pour avis, (Interprétation) rappelle que l'Assemblée avait accepté de reprendre le processus d'adhésion au vu de l'accord de juillet 1995 sur la Tchétchénie et que la proposition de créer une commission *ad hoc* sur cette question avait seule incité nombre de membres de cette Assemblée à appuyer la demande russe. Aujourd'hui, l'Assemblée doit faire face aux conséquences de sa décision, la Russie est membre de plein droit de l'Organisation et la Tchétchénie est devenue un problème européen que le Conseil de l'Europe doit s'efforce de résoudre par des moyens pacifiques.

C'est, bien sûr, ce qui justifia la fondation du Conseil de l'Europe, forum qui devait permettre au continent de résoudre ses problèmes par le dialogue, et c'est très précisément ce qui a motivé la création de la commission *ad hoc* sur la Tchétchénie.

L'intervention du Conseil de l'Europe s'impose à un moment où l'action de l'OSCE a révélé son inefficacité. On sait d'autre part que l'an dernier, M. Clinton a offert à M. Eltsine les services de la diplomatie américaine, mais ceux-ci ne sont nullement nécessaires à une solution pacifique. Ce problème est européen et le Conseil dispose d'un remarquable diplomate en la personne de M. Muehlemann, qui vient une fois de plus de démontrer son excellente compréhension du dossier, son énergie et son esprit d'entreprise.

Son projet de résolution, appuyé par les trois autres commissions, doit recevoir l'entier soutien de l'Assemblée. Dans son projet de directive, il propose que des membres de la commission *ad hoc* se rendent à Moscou et en Tchétchénie afin de contribuer à l'établissement du dialogue. Cette mission sera probablement facilitée si le sort du Président Doudaïev se confirme, et cela même si subsiste l'opposition de fanatiques encouragés par l'Iran.

Au nom de sa commission, l'orateur présente un amendement destiné à favoriser le dialogue. Il s'agirait d'organiser une audition parlementaire réunissant toutes les parties afin de les amener à clarifier leur position, à confirmer leur bonne foi, à

reconnaître qu'elles sont tenues par les critères du Conseil de l'Europe et à discuter véritablement d'un compromis. La procédure, pour être un peu exceptionnelle, a deux précédents.

A l'été 1991 a été organisée à Helsinki une semblable audition sur l'avenir des Etats baltes, avec la participation de trois dirigeants de ces pays – dont M. Landsbergis – et d'un membre éminent du Soviet suprême. Deux mois après, ces Etats étaient indépendants. D'autre part, une série de trois auditions a eu lieu à Strasbourg sur le Haut-Karabakh: elle a été suivie d'un cessez-le-feu qui dure depuis deux ans. Même si les situations diffèrent, il vaut la peine de reprendre la formule pour la Tchétchénie et M. Atkinson demande donc à l'Assemblée d'accepter sa proposition. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à Sir Russell Johnston, premier orateur inscrit.

Sir Russell JOHNSTON *(Royaume-Uni)* (Interprétation) dit que son groupe, le Groupe libéral, démocrate et réformateur, jugeait ce débat indispensable car l'Assemblée ne doit pas relâcher sa pression en faveur d'une solution pacifique. En ce qui concerne le point 4 du projet de résolution, il importe de souligner que la Russie n'a pas honoré jusqu'à présent les engagements pris lors de son admission en janvier. Elle a notamment continué d'attaquer sans discrimination des villages tchétchènes, en dépit des assurances données par M. Eltsine. Selon M. Bindig, le ministre de l'intérieur aurait même admis que 90 % des victimes étaient des civils: or, la raison d'être du Conseil est de défendre les droits de l'homme individuels.

Il ne faut pas oublier l'héritage d'une haine qui s'est transmise de génération en génération. Le général Doudaïev, qui s'était bien comporté en Estonie, a sans doute commis des enlèvements et des actes de terrorisme, mais il ne faut pas oublier qu'il avait été déporté sous Staline, avec ses parents, à l'âge de deux ans et demi.

Les points 6 à 9 du projet de résolution indiquent clairement la route à suivre pour parvenir à une solution durable. Mais MM. Lukin et Kovalev, qui appartiennent au Groupe libéral, ont élaboré un plan de paix à plusieurs égards supérieur à celui de M. Eltsine. L'orateur souhaiterait par exemple que la commission *ad hoc* insiste pour que la Tchétchénie bénéficie d'un statut d'autonomie au sein de la Fédération et pour qu'une instance extérieure, reconnue par les deux parties, surveille le déroulement du processus. M. Atkinson a en effet raison de dire que l'affaire tchétchène n'est plus une affaire intérieure russe, et Sir Russell soutient pleinement son amendement en faveur d'une audition parlementaire. En outre, il conviendrait que la Croix-Rouge et les autres organisations humanitaires puissent avoir accès à la région et aux camps.

En conclusion, l'orateur souhaite un plein succès à M. Muehlemann et à la commission *ad hoc*: ils ont entrepris une tâche malaisée et dangereuse qui mérite l'admiration de l'Assemblée. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Berg.

M. BERG *(Norvège)* (Interprétation), s'exprimant au nom du Groupe des démocrates européens, dit que le débat a été demandé par les quatre grands groupes politiques de l'Assemblée car la poursuite de la guerre, en dépit du cessez-le-feu ordonné par le Président Eltsine, exige l'union de toutes les forces démocratiques pour imposer le dialogue, préalable à une reconstruction de la société civile.

Pour le Conseil de l'Europe, la façon dont Moscou gère le conflit est très embarrassante. Une majorité de l'Assemblée a en effet voté en faveur de l'admission de la Russie en pensant que cela contribuerait à un règlement pacifique de la question tchétchène. D'autres, plus sceptiques, s'étaient ralliés à cette position, pensant que le Conseil saurait surveiller le respect des obligations souscrites par la fédération. Or, comme M. Bindig l'a souligné, deux mois seulement après son adhésion, la Russie a foulé aux pieds les principes du Conseil de l'Europe.

L'orateur n'est que partiellement satisfait par le rapport de M. Muehlemann mais il pense que les amendements de M. Severin, notamment, pourront l'améliorer.

L'une des conditions pour que le dialogue aboutisse est que les deux parties utilisent les mêmes concepts, le même cadre de référence. Or lorsque M. Eltsine traite ouvertement ses adversaires de chiens enragés qu'il faudrait abattre, il fait l'amalgame entre de véritables gangsters et ceux qui défendent leur liberté, leur culture, leur peuple et leurs biens. Ce n'est pas un bon point de départ. En fait, le Président semble surtout intéressé par les prochaines élections, qu'il pourrait perdre en raison de cette guerre que ses compatriotes suivent en direct à la télévision.

Le peuple tchétchène n'a cessé d'endurer des souffrances depuis l'époque des tsars. Staline a procédé à des massacres et à une déportation massive au cours desquels la moitié de la population a disparu. Il était naturel, dès lors, que la nation tchétchène considère qu'elle était soumise, non à une fédération, mais à un empire, et qu'elle revendique son indépendance. Il ne manque pas d'exemples d'autres peuples qui ont souhaité disposer d'un gouvernement décentralisé, plus autonome, cela sans porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Etat auquel ils appartiennent.

L'orateur pense qu'il faut une désescalade en «phase» des deux côtés. Il faut éviter un nouvel Afghanistan. Cela suppose le retrait de l'armée russe, la construction d'une Tchétchénie sûre, libérée des gangsters comme des ennemis de l'extérieur. Telles sont les perspectives en faveur desquelles doit œuvrer le Conseil de l'Europe, en faisant fi d'une campagne électorale agitée. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Davis.

M. DAVIS *(Royaume-Uni)* (Interprétation) s'exprime au nom du groupe socialiste mais pense que tous les groupes politiques partagent sur cette question la même position. Pour des démocrates, il ne fait pas de doute, en effet, que les gens ont le droit de donner leur avis, de s'organiser et de publier journaux et tracts pour promouvoir leur politique. A la limite, ils ont aussi le droit de demander à se séparer du pays dont ils sont les citoyens, ce qui va beaucoup plus loin que l'autonomie ou la décentralisation évoquées par certains: il ne s'agit de rien de moins que du droit à l'autodétermination.

Le Conseil de l'Europe ne peut oublier l'exemple donné il y a deux ans par la République tchèque et par la Slovaquie: même si les avis de la population étaient partagés, la partition a eu lieu dans la paix. Bien sûr, on peut aussi penser à ce qui s'est passé en Yougoslavie, mais ce bon précédent peut tout de même servir de guide.

En tout état de cause, s'ils ont le droit de travailler à leur indépendance, les gens n'ont pas pour autant le droit de tuer. Il convenait donc de condamner fermement les actions terroristes, que les crimes de Staline ne sauraient justifier à cinquante ans de distance. S'opposer aux aspirations indépendantistes, c'est se faire le fourrier de ce terrorisme.

M. Muehlemann constate que les élections de décembre 1995 ont envoyé à la Douma des partis opposés aux réformes. Pour l'orateur, c'est là un fait qui a beaucoup de précédents en démocratie. Il faut simplement reconnaître la réalité. Malgré cette petite critique, le groupe socialiste votera le projet de résolution du rapporteur. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. López Henares.

M. LÓPEZ HENARES *(Espagne)* (Interprétation) parle au nom du Groupe du parti populaire européen. En tant que président de la sous-commission des droits de l'homme, il a eu l'occasion de se rendre en Tchétchénie en juin. Il a constaté sur place la désolation provoquée par cette guerre terrible. son groupe est d'accord avec le rapport et demande que l'on recherche d'urgence une solution pacifique. La violence ne sera jamais une issue et il y a là une mission pour le Conseil de l'Europe.

Le conflit tchétchène est extrêmement complexe. Il ne s'agit pas seulement d'un groupe qui lutte contre l'Etat central. Imposer la paix apparaît comme une nécessité impérieuse dans les deux camps pour éviter que ne se renouvellent les atrocités commises. Le rapport de M. Muehlemann ne parle pas seulement du plan Eltsine mais de tout plan qui serait au service de la paix. Dans le contexte des élections présidentielles russes, le plan Eltsine peut constituer une voie de négociation. La Fédération de Russie est membre du Conseil et celui-ci peut exercer une pression sur elle pour l'amener à la paix et au respect des droits de l'homme.

Le point 7 du projet de résolution revêt une grande importance, puisqu'il insiste sur la nécessité d'ouvrir sans délai et sans condition préalable des négociations sur le statut et la reconstruction de la Tchétchénie avec le concours de l'OSCE et du Conseil de l'Europe. M. López Henares présentera un amendement qui va dans le même sens et demande à M. Muehlemann d'être attentif à sa proposition. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Kuptsov qui s'exprime au nom du Groupe pour la gauche unitaire européenne.

M. KUPTSOV *(Russie)* (Interprétation), qui se définit comme communiste au sein de la Douma russe, donnera ici la position du groupe pour une gauche unie européenne.

Le conflit tchétchène représente une page tragique dans l'histoire de la Russie moderne. Malgré de nombreuses initiatives de la part des Russes, ce conflit se poursuit. Le nombre de victimes civiles ne cesse de croître, malgré les efforts considérables du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et des ONG qui cherchent tous des solutions urgentes. L'utilisation de la force ne contribue malheureusement pas à les trouver et mène, au contraire, à une impasse. Il est nécessaire de recourir à la méthode politique.

M. Kuptsov et son groupe condamnent l'action des responsables russes qui ont eu recours à des moyens d'extermination massive. Ils condamnent également les étrangers qui participent à la formation des troupes tchétchènes et qui leur accordent une aide financière inadmissible. Ils pensent que le Conseil de l'Europe devrait intervenir pour y mettre fin.

Si la mort du général Doudaïev était confirmée, cet événement changerait radicalement le conflit, mais ne ferait que compliquer son règlement pacifique.

La poursuite du conflit peut servir de prétexte à l'ajournement de l'élection présidentielle en Russie ce qui serait une violation manifeste du processus démocratique et du respect des droits de l'homme. L'orateur désire ces élections car il est persuadé que les autorités russes qui ont déclaré la guerre à la Tchétchénie sont inaptes à trouver les solutions adéquates. Seules des élections permettront d'aboutir à une solution efficace.

L'orateur se déclare en faveur de l'approche équilibrée faite par les auteurs du rapport. *(Applaudissements)*

M. DEMIRALP *(Turquie)* (Interprétation) félicite M. Muehlemann pour son rapport objectif et équilibré.

La paix dans les régions du Caucase intéresse particulièrement la Turquie voisine. Des milliers de Turcs ont des relations familiales avec la population du Caucase et, en particulier, avec les Tchétchènes. C'est dire que les Turcs sont affectés directement par cette guerre, qui a déjà fait des milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés.

La Turquie a condamné ce bain de sang. Elle a lancé de nombreux appels pour une résolution du conflit par la négociation sur la base du respect des droits de l'homme et de l'intégrité territoriale de la Russie. Le plan de paix proposé le 31 mars par Boris Eltsine est une initiative qui arrive à point nommé pour tenter de mettre un terme au conflit. C'est au moins une porte entrouverte vers une solution pacifique.

Les pertes civiles se font de plus en plus importantes. Les combats peuvent encore déraper. Il faut craindre que cette situation finisse par avoir un effet déstabilisateur dans toute la Fédération de Russie. La négociation est la seule voie possible. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Kelam.

M. KELAM *(Estonie)* (Interprétation) rappelle l'engagement non respecté par la Russie, repris au document 193, de résoudre pacifiquement les conflits internes.

Le conflit tchétchène a fait au moins 30 000 morts dont 90 % de civils. L'Estonie condamne les actes terroristes menés contre les civils. Toutefois, c'est le Gouvernement légal russe qui a commencé les hostilités en 1994. La Russie est, depuis, devenue membre du Conseil de l'Europe qui, aujourd'hui, ne peut que déplorer, condamner, inviter... alors que tous les jours se poursuivent les massacres d'innocentes victimes. Il faut espérer que le plan Eltsine constitue enfin une solution.

L'orateur trouve dommage qu'une commission sur la Tchétchénie n'ait pas été créée par le Bureau dès l'adhésion de la Russie. Le Conseil de l'Europe a ainsi perdu un temps précieux.

M. Kelam félicite M. Bindig, qui a remis un avis réaliste et honnête. Comme lui, il estime que les belles paroles de Boris Eltsine ne suffiront pas si elles ne sont pas assorties d'actes. Le paragraphe 7 du projet de résolution, qui demande aux parties d'ouvrir sans délai et sans condition des négociations, est essentiel. La délégation d'Estonie appuiera l'amendement n° 1, car elle estime que toutes les parties concernées devraient être invitées à Strasbourg. Des auditions devraient être organisées pour permettre à chacun de juger en connaissance de cause.

Certains considèrent qu'avant de résoudre le conflit pacifiquement, il faut d'abord détruire toutes les bases tchétchènes. Ceux-là considèrent comme des bandits ou des criminels les gens qui luttent pour leur indépendance. C'est inadmissible. Le problème tchétchène est ancré dans l'histoire coloniale russe. Un peuple décidé à lutter au prix de souffrances indicibles n'acceptera jamais une négociation sur la base de petites concessions.

Si le paragraphe 7 ne peut être considéré dans le sens d'un droit à l'autodétermination pour la Tchétchénie, la situation sera grave et aura d'autres répercussions, notamment dans la Baltique. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Severin.

M. SEVERIN *(Roumanie)* (Interprétation) juge que le projet de résolution ne donne que la vraie mesure de la faiblesse de l'Assemblée. Celle-ci «déplore, condamne, rappelle, note, recommande, demande, insiste». Dans tout cela, aucune mesure réelle! Qu'on le veuille ou non, le conflit de Tchétchénie est une guerre d'indépendance, ce n'est pas une révolte de hors-la-loi. Les hors-la-lois ne sont jamais prêts à mourir pour une cause. Les Tchétchènes ne veulent pas seulement le retrait de l'armée russe, ils veulent le retrait de l'administration russe. Ce n'est pas une minorité nationale, c'est un peuple sans pays.

Une certaine action politique est morte avec l'utilisation des armes. Il faut pousser la Russie à s'occuper de reconstruire son identité nationale à l'intérieur de ses frontières et à créer un modèle spécifique de vie et de liberté susceptible d'amener d'autres peuples à la rejoindre librement. Le courage politique c'est d'accepter la vérité.

Il y a quelques dizaines d'années, deux grandes nations, la Grande-Bretagne et la France, ont su choisir la démocratie contre l'empire. Leurs peuples s'en félicitent aujourd'hui. Il est plus difficile de faire la paix que la guerre mais les Russes ont davantage besoin de démocratie que d'un vieil empire qui les a appauvris. Qu'ils acceptent donc la décision de l'Histoire! *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Columberg.

M. COLUMBERG *(Suisse)* (Interprétation) rappelle que lorsqu'en janvier dernier, l'Assemblée a voté l'entrée immédiate de la fédération de Russie au Conseil de l'Europe, elle espérait rendre ainsi l'issue du conflit plus rapide. Son attente a été déçue, les promesses ont été ignorées de la pire façon et une guerre d'une brutalité sans nom s'exercer contre des civils sans défense. Le Conseil de l'Europe ne peut le tolérer, il doit le condamner sans réserve. Les soldats coupables d'exactions n'ont jamais été poursuivis.

Dans un véritable Etat de droit, c'est le parlement qui prévaut. Or, qu'ont fait la Douma et le Conseil de la Fédération pour mettre fin au déchaînement de la violence? Les critiques du Conseil de l'Europe ont été trop faibles, il n'a menacé d'aucune sanction: il a eu tort. Il faut mettre en vigueur immédiatement le mécanisme de surveillance prévu dans la Directive n° 508.

Enfin, l'orateur tient à poser un question qui lui tient à cœur: est-il vrai que juste après l'adhésion de la Russie une grand nombre d'exécutions capitales aient eu lieu alors qu'il avait été solennellement promis de ne plus appliquer de sentences de mort? La guerre doit cesser tout de suite, il n'est que temps! *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Oliynik.

M. OLIYNIK *(Ukraine)* (Interprétation) considère que l'Assemblée débat en ce moment de la tragédie de tous les Russes. Ceux-ci en effet sont devenus, tout autant que les Tchétchènes, les otages du jeu diabolique de certains hommes politiques. L'orateur, qui a beaucoup travaillé dans les points chauds des Balkans et de l'ex-URSS, sait que les conflits interethniques suivent un schéma stéréotypé. Or, en l'occurrence, on est en présence d'un complot.

Des forces sont intéressées à ce que le réacteur tchétchène continue de fumer en vue de maintenir la société dans la terreur. Ces forces se permettent ainsi de rejeter des «déchets nucléaires» gravissimes. La «patrie en danger» justifie l'état d'urgence. Et la mort de Doudaïev serait le signe que l'orateur, hélas, ne se trompe pas.

Il approuve le projet de résolution mais croit possible de demander à des Etats qui sont bien connus de mettre fin à l'envoi de légionnaires et d'armes dans le Caucase. Car le pays dont il est question fait partie du club nucléaire! *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Kovalev.

M. KOVALEV *(Russie)* (Interprétation) rappelle les mots de Sakharov selon lesquels la Russie avait besoin de soutien mais aussi de pressions. Malheureusement cela reste vrai. L'orateur réclame la constitution d'une commission *ad hoc* susceptible de procéder à des auditions circonstanciées.

Ce n'est pas sans hésitations qu'il en est venu à approuver le projet de résolution, car si, lors de l'adhésion, la Russie a pris des engagements, les pays européens se sont également engagés à surveiller l'évolution de la situation, à s'ingérer si nécessaire, à exiger des solutions pacifiques et à procéder à des analyses de nature juridique et non uniquement inspirées par les stratégies électorales de M. Eltsine.

L'arbitraire règne toujours après le 31 mars, date de présentation du plan de paix du Président. Les troupes fédérales appliquent toujours la même stratégie d'encerclement puis de destruction des localités. Le ministre Gratchev et le commandant en chef des armées menacent de redoubler l'intensité de l'intervention. Tout permet de douter de la sincérité de la volonté de paix du Président. Or, rien de cela ne transparaît dans le projet de résolution.

L'orateur y adhère cependant, car il espère que les remarques critiques seront prises en considération par la commission et que celle-ci n'agira pas comme celle de l'OSCE qui a contribué involontairement à la farce des élections organisées en Tchétchénie. Ignorer ces critiques serait dangereux pour la démocratie et donc pour la sécurité dans le monde. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Landsbergis.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) constate qu'en dépit de son adhésion, la Russie continue une guerre coloniale. Les atrocités qu'elle commet ne seraient, selon la curieuse explication d'un ancien ministre des Affaires étrangères russe, que le soutien matériel du processus de négociation: 50 000 personnes, en majorité civiles, tuées, 250 000 blessées, plus d'un demi-million de personnes chassées sur les routes! On ne peut qualifier de «rebelles» la population d'un petit pays qui se défend contre des chiens de guerre et est prête à mourir pour sa dignité.

Avant la guerre, la Tchétchénie avait sa Constitution, son gouvernement, son parlement reconnus *de facto*. Or, à partir de l'automne 1994, son Président, M. Doudaïev et les Tchétchènes eux-mêmes sont devenus des «bandits» et des «rebelles», parce que les autorités russes ont changé de position et ont décidé d'envahir ce pays. La résistance armée a été la réponse de la nation. Les Lituaniens eux aussi ont été qualifiés de rebelles et d'extrémistes, eux aussi ont connu l'occupation et la terreur.

La lutte des Tchétchènes a été conduite par un ancien général d'aviation de l'armée soviétique. Dimanche, il a, semble-t-il, trouvé la mort et c'est aujourd'hui le jour de ses obsèques. M. Landsbergis demande à ses collègues de se lever et d'observer une minute de silence en mémoire de ce combattant de la liberté qui vient de quitter son peuple. *(Plusieurs membres de l'Assemblée se lèvent et observent un instant de silence.)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Trojan.

M. TROJAN *(République tchèque)* (Interprétation), qui représente un petit pays au centre de l'Europe dont l'histoire a été tragique, dit que les Tchèques sont sensibles à la situation des Tchétchènes. Eux aussi ont connu l'invasion par les forces russes et 6 500 d'entre eux ont adressé une pétition dont l'orateur donne connaissance. Les signataires protestent contre les activités de l'armée russe, invitent le Conseil de l'Europe à assumer ses responsabilités et soulignent que la civilisation européenne a été à plusieurs reprises menacée durant ce siècle par l'indifférence envers le destin des petites nations.

L'occupation militaire de la Tchétchénie est aussi aberrante que l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Face à l'escalade de la violence et devant les massacres répétés dans les villages, il convient d'apporter son soutien au plan de paix de Boris Eltsine. Le Conseil doit envoyer sur place une mission qui rappelle fermement à la Russie qu'elle doit assurer la protection des populations civiles comme elle s'y est engagée, qu'elle doit relâcher les personnes retenues, mettre fin aux opérations militaires et à l'occupation, négocier avec les représentants tchétchènes et organiser des élections libres entourées de garanties internationales. La Fédération de Russie doit respecter les engagements qu'elle a pris en matière de droits de l'homme. *(Applaudissements)*

LE PRÉSIDENT (Interprétation) donne la parole à M. Paunescu.

M. PAUNESCU *(Roumanie)* (Interprétation), qui a choisi de s'adresser une dernière fois au camarade Staline, exprime l'espérance qui s'est emparée de lui quand il a vu les différentes républiques de l'ancienne URSS émerger, libres, des ténèbres d'un empire sanglant. Tout leur malheur venait d'avoir été proches de l'Union Soviétique!

Pour sa part, M. Paunescu pense qu'on ne peut faire l'Europe sans la Russie, cette nation forte qui est la quintessence de l'âme slave et qui a donné naissance à tant de grands artistes. Il a d'ailleurs approuvé l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, au risque de ne pas être compris par ses amis. Il n'a rien oublié des meurtres et des exactions mais pense qu'il faut soigner les Etats malades dans ce grand sanatorium de la démocratie qu'est le Conseil de l'Europe, sans relancer la guerre froide ni rabaisser le rideau de fer.

Mais aujourd'hui, face aux crimes qui sont commis en Tchétchénie, M. Paunescu s'élève de nouveau et demande à ses amis russes pourquoi? Combien de temps? Au nom de quoi? Un leader instable et alcoolique, soutenu aveuglément par quelques pays riches, a-t-il le droit de tuer une nation? Les Tchétchènes ne sont ni des bandits, ni des gangsters, et quand bien même ils en seraient, ils sont chez eux, ils ont le droit de faire ce qu'ils veulent.

L'orateur lance un appel vibrant aux forces morales de la Russie pour que s'interrompe cette invasion qui a déjà coûté la vie à trop de Russes et à trop de Tchétchènes. Il ne sert à rien de dire que les Etats-Unis ont fait pire en leur temps. La Russie doit quitter la Tchétchénie, elle doit se retirer sans conditions, en comprenant que les crimes ne résolvent rien et qu'ils n'ont jamais sauvé les empires. Elle doit travailler à régler ses propres problèmes sans menacer ses voisins, hier les pays Baltes, aujourd'hui la Tchétchénie et demain peut-être la Moldavie.

L'orateur conclut en souhaitant bonne nuit au camarade Staline, en l'invitant à disparaître une fois pour toutes, à regagner les ténèbres extérieures sans revenir. Prenant congé une dernière fois de ce mort-vivant, il incite ses collègues russes à faire le bon choix, à rester ici, au Conseil, et à quitter la Tchétchénie. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Jeszenszky.

M. JESZENSZKY *(Hongrie)* (Interprétation) vient d'un pays qui a été dominé et occupé pendant des siècles par ses voisins et il ne peut pas ne pas se sentir solidaire du destin de la Tchétchénie. Il est frappé par de douloureux parallèles avec la situation en Bosnie.

La crise qui y a éclaté n'était pas la seule de la période postcommuniste: l'armistice du Haut-Karabakh est fragile, le cessez-le-feu en Moldova ne durera peut-être pas, les conditions économiques attisent les foyers de mécontentement dans les différentes communautés nationales qui se sont libérées du joug communiste. A quoi s'ajoute le tropisme particulier des Russes vers le sud qui, après des décennies de dictature, a créé une situation explosive.

Chacun sait que certaines substances qui ne sont pas dangereuses séparément peuvent engendrer un mélange très détonnant. Le peuple tchétchène a besoin d'autonomie; au début des années 90, il en avait certains éléments; pourquoi cela n'a-t-il pas fonctionné? Il doit pouvoir conserver ses traditions et sa culture, au sein de la Fédération de Russie ou en dehors, selon le principe de subsidiarité.

Il est réconfortant de voir que nombre de Russes, ici même et dans leur pays, sont contre cette guerre. Le Président russe a proposé une solution, il appartient au Conseil de participer à la recherche de la paix, il revient aux Tchétchènes eux-mêmes de défendre une communauté menacée par un maître intolérant. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Solé Tura.

M. SOLÉ TURA *(Espagne)* (Interprétation) a fait également partie de la délégation qui s'est rendue l'an dernier en Tchétchénie. Ce fut une expérience inoubliable. Il était clair que la population était lasse de la présence russe, mais ne supportait plus Doudaïev et ses acolytes. Elle aspirait à une paix tranquille. La société est cependant divisée en clans sans volonté commune manifeste.

Quant aux Russes, ils appliquent encore la tactique de la seconde guerre mondiale, celle de la terre brûlée. L'autre leçon de ce voyage a été qu'il ne fallait pas que le conflit s'étende à toute la région et que toute solution militaire était vaine.

Les deux rapports de MM. Muehlemann et Bindig se complètent et décrivent avec rigueur et précision l'action à mener. L'orateur y souscrit donc mais il insiste pour que le Conseil veille à éviter une extension du conflit aux républiques voisines. Pour cela, il faut éviter de mettre en avant le droit à l'autodétermination. Une large autonomie dans le cadre de la fédération est nettement préférable. Et c'est au service de cette solution que l'orateur appelle tous ses collègues à œuvrer en faisant bénéficier les parties de leur expérience politique. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Lukin.

M. LUKIN *(Russie)* (Interprétation) constate que l'Assemblée ne s'était pas trompée lorsqu'en janvier, elle avait dit que le chemin vers la démocratie et le plein respect des droits de l'homme serait encore long et difficile pour la Russie. Certes, le processus de paix a été engagé, mais les combats n'en redoublent pas moins d'intensité en Tchétchénie. Le séjour terrestre du chef des séparatistes ayant pris fin, tout porte à croire qu'on approche d'un tournant décisif.

Les députés russes n'ont cessé d'engager l'exécutif à rechercher une solution pacifique au conflit et la nouvelle assemblée continue de travailler en ce sens. La logique de la campagne électorale pousse dans la même direction, d'ailleurs, à moins de vouloir donner raison aux forces qui mettent en péril la démocratie.

Les parlementaires russes ont élaboré un plan de paix qui a été publié dans les *Izvestia*: M. Lukin aurait souhaité qu'il soit distribué à l'Assemblée, mais l'exécutif a fait la sourde oreille. C'est qu'en effet le président a mis au point un autre plan, et que l'orateur et ses collègues ne lui ont jamais ménagé les critiques – sans cependant jamais recourir aux méthodes de ceux qui, cet après-midi, ont attaqué les responsables de certains grands pays.

Le débat à la Douma n'a pas permis d'élucider les raisons pour lesquelles les combats se poursuivent: s'agit-il d'un double jeu de l'exécutif? Est-ce l'effet des positions ultra-rigides adoptées par les Tchétchènes ou d'une insubordination des troupes fédérales? Quant aux ministres, ils ont déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord avec le plan de M. Eltsine, mais qu'ils étaient tenus de l'appliquer. Il faut souhaiter que les mesures préconisées dans le projet de résolution permettent d'y voir plus clair.

Les propositions n'ont pas manqué, mais elles sont en général superficielles: moins on connaît la situation en Tchétchénie, plus on se montre catégorique! Les parlementaires du Conseil qui se sont occupés de cette question, échappent à cette règle. La délégation russe s'est prononcée à une écrasante majorité en faveur du projet de résolution, malgré certaines réserves dont elle fera part ultérieurement. Elle souhaite la création d'un groupe de travail et l'organisation d'auditions qui ne s'apparenteraient pas à un tribunal mais permettraient de prendre connaissance des positions de chaque partie. Les solutions ne pourront être trouvées que par les Russes eux-mêmes, mais la délégation prêtera une oreille attentive et respectueuse aux suggestions du Conseil. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) doit interrompre la liste des orateurs. Elle rappelle que les parlementaires inscrits dans le débat et qui n'ont pu s'exprimer faute de temps pourront communiquer leur discours écrit pour publication au compte rendu.

Avant de donner la parole aux commissions, la Présidente tient à rappeler une règle intangible: seul le président de séance peut demander aux parlementaires de se lever en signe d'hommage.

Elle donne la parole au rapporteur pour avis de la commission des relations avec les pays européens non membres.

M. ATKINSON *(Royaume-Uni)* (Interprétation) dit que M. Muehlemann sera aussi le porte-parole de sa commission.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole au rapporteur pour avis de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie.

M. IWIŃSKI *(Pologne)* (Interprétation) ne peut qu'insister à nouveau pour un entier respect du droit humanitaire international, en Tchétchénie comme ailleurs. La Russie doit donc coopérer avec les organisations humanitaires. Par ailleurs, l'orateur juge raisonnable l'organisation d'une audition parlementaire.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole au rapporteur pour avis de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme.

M. BINDIG *(Allemagne)* (Interprétation) précise à l'intention de M. Columberg qu'alors que M. Eltsine avait annoncé un moratoire sur les exécutions capitales, une trentaine de celles-ci viennent d'avoir lieu. Un tel comportement est bien évidemment condamnable. Les droits de l'homme ne doivent pas être ravalés au rang d'argument électoral.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole au rapporteur de la commission saisie au fond, la commission des questions politiques.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)*, rapporteur de la commission des questions politiques, (Interprétation) juge que les orateurs se sont prononcés très clairement: il serait seulement à souhaiter que ces propos soient tenus à Moscou même. En effet, jusqu'au 16 juin, le Conseil dispose d'un certain pouvoir d'influencer le Président russe, qu'il risque de perdre ensuite quand M. Eltsine n'aura plus à se plier à la règle du suffrage universel. Il faut saisir l'occasion offerte par l'élection présidentielle pour lui faire comprendre qu'il doit mettre ses actes en accord avec ses paroles.

L'Assemblée doit appuyer les réformateurs. On en trouve même au Kremlin. Le rapporteur cite notamment l'auteur du plan de paix, qui a su l'emporter sur les faucons: il ne pense pas nécessairement comme M. Eltsine. M. Tchernomyrdine non plus n'a jamais été un partisan du conflit armé. Il est certain qu'à la Douma, les réformateurs ont connu des jours meilleurs, où ils étaient plus nombreux, mais on peut compter sur des députés comme MM. Kovalev ou Lukin. Au sein du Conseil de la fédération, on trouve également des gouverneurs dignes d'éloges, tels que l'ancien ministre de la Justice, membre de la commission sur la Tchétchénie. Tous sont des alliés précieux.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OSCE souhaitent que le Conseil travaille avec eux sur un pied d'égalité. En principe, il serait chargé de tout ce qui concerne les droits de l'homme tandis qu'eux s'occuperaient des mesures de confiance. Un jour viendra peut-être où il faudra renverser les rôles mais, pour l'instant l'essentiel est de travailler ensemble à une solution. Il faut le faire sur le terrain, même si c'est dangereux et difficile car c'est là qu'on sera le plus efficace et qu'on pourra constater les résultats. La volonté de défendre la démocratie et les droits de l'homme sera toujours plus forte que toutes les divisions armées. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. le président de la commission des questions politiques.

M. BÁRSONY *(Hongrie)*, président de la commission des questions politiques, (Interprétation) déclare que le fait que l'Assemblée ait parlé d'une voix presque unanime donne une chance à la paix et à la négociation. C'est un message parfaitement clair qui sera envoyé de Strasbourg à Moscou et à Grozny. La seule solution consiste à réunir toutes les parties autour d'une même table. Des mesures nouvelles ne sont pas utiles: il suffit de s'en tenir à ce que le Conseil a toujours proposé et la Constitution de la fédération offre la possibilité de garantir à la Tchétchénie une véritable autonomie.

En conclusion, M. Bársony conjure ses collègues de tout faire pour que cette négociation ait lieu. *(Applaudissements)*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) déclare la discussion close.

Elle indique que la commission a présenté un projet de résolution et un projet de directive contenu dans le document 7531. Le projet de résolution est ainsi rédigé:

«I. Projet de résolution

1. L'Assemblée déplore que le conflit armé en Tchétchénie qui a débuté en décembre 1994 continue malgré la conclusion d'un accord de cessez-le-feu le 30 juillet 1995.

2. Elle condamne sans réserve les violations actuelles des droits de l'homme et du droit humanitaire international commises tant par les troupes de la Fédération de Russie que par les combattants tchétchènes, en particulier:

i. l'utilisation sans discrimination et disproportionnée de la force par l'armée russe, notamment contre la population civile, ce qui constitue une violation des Conventions de Genève de 1949 et de leur second protocole de 1977;

ii. la prise d'otages et les brutales attaques terroristes perpétrées par les combattants tchétchènes qui ne sauraient être justifiées par aucune cause, ainsi que leur occupation de positions proches d'habitations civiles et sans donner d'avertissements clairs aux civils d'avoir à évacuer avant d'occuper ces positions, ce qui constitue également une violation des mêmes conventions.

3. Tous ces actes constituent une grave violation des principes les plus élémentaires du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme.

4. Elle rappelle que, dans l'Avis n° 193 relatif à la demande d'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, adopté le 25 janvier 1996, elle a pris note de l'intention de la Fédération de Russie «de régler les différends internationaux et internes par des moyens pacifiques», ce qui est particulièrement important dans le Caucase, zone de tension traditionnelle; ainsi que les engagements à «respecter strictement les dispositions du droit humanitaire international, y compris en cas de conflits armés sur son territoire» et «de coopérer de bonne foi avec les organisations humanitaires internationales et de leur permettre d'accomplir leurs activités sur son territoire conformément à leurs mandats», engagements qui ne sont actuellement pas du tout honorés par la Fédération de Russie.

5. L'Assemblée note que le Président de la Fédération de Russie a présenté un «plan pour résoudre la crise dans la République tchétchène» le 31 mars 1996, proposant notamment:

i. un cessez-le-feu;

ii. le retrait par étapes des troupes fédérales;

iii. l'élargissement des zones de paix négociées sur le terrain avec les autorités locales;

iv. la convocation d'un forum politique pacifique regroupant des représentants du peuple tchétchène et des organes du pouvoir fédéral;

v. des pourparlers sur le statut futur de la Tchétchénie, sur la base de la Constitution de la Fédération de Russie;

vi. la conclusion d'accords de délimitation des pouvoirs entre les organes fédéraux et locaux;

vii. une résolution de la Douma d'Etat sur l'amnistie des combattants indépendantistes qui n'ont pas commis les crimes les plus graves.

6. L'Assemblée recommande instamment que des mesures concrètes soient prises sans autre délai pour mettre en œuvre les éléments de ce plan ou d'autres plans de paix et considère que ces efforts ne réussiront que s'ils permettent la participation de bonne foi de toutes les parties au conflit, y compris le leader Doudaïev.

7. Elle demande aux parties au conflit d'ouvrir sans délai et sans conditions préalables des négociations sur le statut et la reconstruction de la Tchétchénie, avec le concours de l'OSCE et du Conseil de l'Europe.

8. Elle insiste également pour que l'accès aux zones de conflit soit assuré aux représentants des organisations humanitaires, spécialement aux représentants de la Croix-Rouge pour visiter les camps de prisonniers, ainsi qu'aux journalistes de tous les médias.

9. L'Assemblée rappelle aux autorités russes leur engagement, mentionné dans l'Avis n° 193 (1996), d'assurer que «les responsables [...] de violations de droits de l'homme seront traduits en justice – notamment en relation avec les événements de Tchétchénie», et exige que les abus avérés en matière de droits de l'homme, par exemple dans les camps de filtrage, fassent l'objet d'enquêtes, et les coupables, punis.»

Elle précise que sur ce projet de résolution, onze amendements ont été déposés. Ils seront appelés dans l'ordre auquel ils s'appliquent au texte, tel que publié dans le bulletin de la présente séance, à savoir, n^{os} 4, 10, 3, 9, 2, 12, 11, 7, 8, 5 et 6.

La Présidente appelle l'amendement n° 4, présenté par M. Glotov.

M. GLOTOV *(Russie)* (Interprétation) dit qu'il semble y avoir une confusion, d'ordre terminologique ou sémantique, entre deux termes distincts, au moins en russe: «combattants» et «militaires». En l'occurrence, on ne peut employer le mot «combattants» pour parler de groupes armés illégaux. L'amendement n° 4 tend à y substituer le terme «guerriers». On ne peut décemment protéger des gens qui, le jour, applaudissent le régime et, la nuit tombée, sortent pour assassiner, piller et prendre des otages.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) souhaite lever un malentendu: cet amendement ne s'applique qu'au texte anglais du projet.

Elle demande si quelqu'un souhaite parler contre la proposition de M. Glotov et donne la parole à M. le rapporteur.

M. MUEHLEMANN, *(Suisse)* (Interprétation), dit que la jurisprudence internationale s'oppose à l'adoption de cet amendement. Il faut parler de combattants si l'on veut que la Croix-Rouge puisse intervenir.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. le président de la commission.

M. BÁRSONY *(Hongrie)*, président de la commission, (Interprétation) déclare que la commission partage l'avis du rapporteur.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 4.

L'amendement n° 4 n'est pas adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 10 présenté par M. Landsbergis et plusieurs de ses collègues. Il est ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, paragraphe 2, supprimer l'alinéa ii et insérer un nouvel alinéa rédigé comme suit:

"le terrorisme d'Etat engagé par les services secrets russes à l'automne 1994 et poursuivi sous diverses formes par les autorités militaires parmi lesquelles l'anéantissement, la torture des civils et le système des camps de filtrage, ainsi que les attaques terroristes perpétrées par les combattants tchétchènes et les prises d'otages effectuées par les deux parties.»

Elle donne la parole à M. Landsbergis pour défendre cet amendement.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) pense que, si l'on condamne sans réserve le terrorisme, il faut le faire quel que soit le parti qui y a recours. Ce n'est pas M. Doudaïev qui a pris Boris Eltsine en otage et l'a assassiné. Le général Doudaïev voulait, au contraire, trouver la voie de la négociation. L'orateur demande que le texte fasse aussi mention du terrorisme d'Etat.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) trouve ce texte fort bon mais demande à son auteur de comprendre la logique qui sous-tend la résolution. Dans la première partie du paragraphe 2, il y a une condamnation sans réserve de toutes les violations des droits de l'homme. La fin de la phrase concerne les combattants tchétchènes en particulier. La commission des questions politiques demande le maintien de ce texte.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met l'amendement n° 10 aux voix.

L'amendement n'est pas adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 3 présenté par M. Savitsky et plusieurs de ses collègues, ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, paragraphe 4, ligne 4, supprimer les mots "zone de tension traditionnelle.»

Elle donne la parole à M. Savitsky pour défendre cet amendement.

M. SAVITSKY *(Russie)* (Interprétation) explique que le Caucase du Nord, où il vit lui-même, est une vaste région comprenant six républiques, deux territoires et une région. La majorité du Caucase mène une existence paisible. Il propose que soit supprimé du paragraphe 4 les mots «zone de tension traditionnelle».

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) admet qu'il existe des zones sans tension, mais il pense que personne ne niera que le Caucase constitue, comme les Balkans, une poudrière. La commission des questions politiques demande le rejet de l'amendement.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met l'amendement n° 3 aux voix.

L'amendement n'est pas adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 9, présenté par M. Landsbergis et plusieurs de ses collègues, ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, paragraphe 5, supprimer alinéa iii.»

Elle donne la parole à M. Landsbergis pour défendre cet amendement.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) pense que ce n'est pas le plan de paix de M. Eltsine qui est mis aux voix et qu'il vaut dès lors mieux éviter toute appréciation critique.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) estime qu'il faut montrer l'importance que l'Assemblée attache aux déclarations de paix les plus importantes. Il ne s'agit pas d'un soutien mais d'une reconnaissance. Il demande le rejet de l'amendement.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met l'amendement n° 9 aux voix.

L'amendement n'est pas adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 2 présenté par M. Jurgens au nom de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, paragraphe 5, alinéa v, supprimer les mots "sur la base de la Constitution de la Fédération de Russie.»

Elle donne la parole à M. Jurgens pour défendre cet amendement.

M. JURGENS *(Pays-Bas)* (Interprétation) indique qu'il s'agit d'un amendement technique. Le texte original russe ne comporte pas les mots «sur la base de la Constitution de la Fédération de Russie». Il semble y avoir eu une erreur de traduction. Cet alinéa se référant au plan du Président Eltsine, il convient de rester aussi près que possible des termes qu'il utilise. C'est pourquoi l'amendement demande la suppression des mots cités plus haut.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) exprime un avis identique au nom de la commission des questions politiques. Il faut effectivement prendre le plan Eltsine tel quel.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met l'amendement n° 2 aux voix.

L'amendement est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 12, présenté par M. Landsbergis et plusieurs de ses collègues, ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, paragraphe 5, alinéa vii, après les mots "des combattants indépendantistes", insérer les mots suivants:

"ainsi que des assurances appropriées données par les forces combattantes tchétchènes à l'égard des responsables nommés par Moscou.»

Elle donne la parole à M. Landsbergis pour soutenir cet amendement.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) espère que les combattants tchétchènes appliqueront l'amnistie à l'égard des Russes. La situation en Tchétchénie est explosive. De nombreuses personnes sont considérées comme des collaborateurs de l'occupant. La société tchétchène a besoin de paix. L'orateur propose de restructurer le texte en prévoyant une amnistie réciproque.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) estime que cet amendement cherche encore une fois à modifier le plan Eltsine. La commission des question politiques ne veut pas prendre position et demande le rejet de l'amendement.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 12.

L'amendement n'est pas adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 11, présenté par M. Landsbergis et plusieurs de ses collègues. Il est ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, paragraphe 6, après les mots "des mesures concrètes" insérer les mots "à commencer par un cessez-le-feu.»

Elle donne la parole à M. Landsbergis, pour défendre cet amendement.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) constate qu'on ne parle pas de «cessez-le-feu» dans le projet de résolution, ce qui devrait être le cas.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. BÁRSONY *(Hongrie)*, président de la commission des questions politiques, (Interprétation) est heureux d'accepter cet amendement au nom de sa commission.

Il propose, en outre, un sous-amendement oral consistant à biffer la mention du leader Doudaïev.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande à l'Assemblée si elle accepte un débat sur le sous-amendement présenté par M. Bársony visant à supprimer toute référence au leader Doudaïev. Elle rappelle que si quelqu'un s'oppose à ce débat, l'Assemblée ne pourra pas traiter le sous-amendement et la référence à Doudaïev sera maintenue. Elle appelle toutefois l'attention de l'Assemblée sur la difficulté de maintenir le nom d'un défunt dans le texte.

Elle donne la parole à M. Landsbergis.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) est pour la suppression de cette référence mais propose un deuxième sous-amendement oral. Il veut remplacer les termes «y compris le leader Doudaïev» par les termes «y compris les dirigeants indépendantistes».

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix le sous-amendement proposé par M. Bársony et consistant à supprimer au paragraphe 6 les mots «y compris le leader Doudaïev».

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) constate que M. Landsbergis propose un deuxième sous-amendement oral et lui donne la parole pour le défendre.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) comprend que l'on biffe la mention du nom de Doudaïev. Il estime cependant que, si le leader est mort, son camp doit être représenté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande si quelqu'un s'oppose au débat sur ce sous-amendement oral.

M. BÁRSONY *(Hongrie)* (Interprétation) indique que sa commission a déjà rejeté ce sous-amendement oral, considérant que les mots «la participation de bonne foi de toutes les parties au conflit» sont suffisants.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) constate qu'il y a opposition et que le débat ne peut être poursuivi sur le sous-amendement oral.

Elle met aux voix l'amendement n° 11, sous-amendé.

L'amendement est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 7 déposé par M. Severin.

«Dans le projet de résolution, à la fin du paragraphe 6, ajouter les mots "et si les autorités russes arrêtent de qualifier de «bandits» les combattants tchétchènes opérant sur les territoires de la Tchétchénie qui ne recourent pas des méthodes terroristes.»

Elle donne la parole à M. Severin pour défendre cet amendement.

M. SEVERIN *(Roumanie)* (Interprétation) constate que beaucoup d'espoirs sont placés dans les négociations de paix. Il pense que pour mettre le plus de chances possibles du côté du succès, il faut garder une certaine modération de langage. Si les autorités russes qualifient de «bandits» tous les combattants tchétchènes, y compris ceux qui ne recourent pas à des méthodes terroristes, il y a peu de chances d'aboutir à des négociations couronnées de succès. Il propose donc de modifier en conséquence le texte du projet de résolution.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Lukin contre l'amendement.

M. LUKIN *(Russie)* (Interprétation) est d'accord pour éviter le recours à des expressions brutales. Il pense, toutefois, qu'il ne faut pas émailler le texte de noms d'oiseaux. Il conseille à M. Muehlemann d'user plutôt de son influence pour que l'on n'ait pas recours à ce vocabulaire.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) pense qu'il faut avoir le courage sémantique de montrer à Moscou la voie à suivre. Il a toujours été opposé à l'emploi du mot «bandits» pour désigner les combattants tchétchènes. Il demande à l'Assemblée d'adopter l'amendement.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 7.

L'amendement est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 8 de M. López Henares et plusieurs de ses collègues. Il est ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, supprimer le paragraphe 7, et insérer un nouveau paragraphe rédigé comme suit:

"Demande instamment aux parties au conflit d'ouvrir sans délai et sans conditions préalables des négociations pour le cessez-le-feu immédiat et sur le statut et la reconstruction de la Tchétchénie avec la médiation de l'OSCE et le concours du Conseil de l'Europe.»

Elle donne la parole à M. López Henares pour défendre cet amendement.

M. LÓPEZ HENARES *(Espagne)*. – Cet amendement vise deux objectifs.

D'abord, dans l'esprit du projet de résolution, il faut demander que les négociations aient lieu immédiatement, du moins le plus rapidement possible en tout cas.

Ensuite, il convient d'apporter une clarification au texte. Comme chacun le sait, ce terrible conflit se déroule dans une partie de l'Europe très compliquée, et c'est donc l'OSCE qui s'occupe, depuis longtemps, de cette question. Une mission spécifique a été désignée à cet effet.

Si la négociation continue d'être de la responsabilité de l'OSCE, le Conseil de l'Europe, avec sa vaste compétence, aurait une mission plus large. Notre Organisation devrait concourir aux missions de négociation et les assister. Elle devrait aussi assurer, par exemple, les tâches de contrôle de la Directive n° 508 ou bien, si l'on accepte la proposition de MM. Atkinson et Severin, chercher de nouvelles idées pour essayer d'arriver à la pacification des esprits afin, surtout, de trouver une solution.

Cet amendement de clarification terminologique s'inscrit parfaitement, me semble-t-il, dans l'esprit du projet de résolution présenté par M. Muehlemann.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) juge l'amendement sympathique mais contraire à la cohérence de l'ensemble du texte. Par ailleurs, l'OSCE doit agir de pair avec le Conseil de l'Europe et sur un pied d'égalité. La commission des questions politiques rejette l'amendement.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 8.

L'amendement n'est pas adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) appelle l'amendement n° 5 présenté par MM. Speroni, Lorenzi et Serra. Il est ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, après le paragraphe 7, insérer un nouveau paragraphe rédigé comme suit:

"Elle souhaite que les négociations prennent en compte le droit des peuples à l'autodétermination, établi par la Charte des Nations Unies et réaffirmé dans l'Acte final de la Conférence d'Helsinki.»

Elle donne la parole à M. Serra pour défendre cet amendement.

M. SERRA *(Italie)* (Interprétation) explique que l'amendement tend à souligner l'importance et l'intangibilité du droit des peuples à l'autodétermination dans la recherche de la solution du conflit. Le Conseil de l'Europe se doit de mettre en avant un principe établi par la Charte des Nations Unies et réaffirmé dans l'Acte final de la Conférence d'Helsinki.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Solé Tura, contre l'amendement.

M. SOLÉ TURA *(Espagne)*. – Cet amendement très important nous amène directement au grand sujet: dans quel cadre général la solution doit-elle s'inscrire?

Devons-nous proposer que ce cadre sera le droit à la séparation? Au contraire, devons-nous nous en tenir à un cadre déterminé dans lequel seront menées les négociations?

Cet amendement est contraire à la logique du rapport de M. Muehlemann et de celui de M. Bindig.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. MUEHLEMANN *(Allemagne)* (Interprétation) considère qu'on peut déjà souhaiter voir accorder à la Tchétchénie un maximum d'autonomie à l'intérieur de la Fédération russe et il cite l'exemple du Tatarstan auquel la Constitution accorde une autonomie des plus larges.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 5.

L'amendement n'est pas adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. le rapporteur.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) dépose un amendement oral au texte du paragraphe 8, tendant à remplacer les mots «Croix-Rouge» par «Comité international de la Croix-Rouge», afin d'éviter de donner à penser que seule la Croix-Rouge russe est concernée.

LA PRÉSIDENTE (interprétation) juge qu'il s'agit d'un détail technique qui ne nécessite pas de vote.

Elle appelle l'amendement n° 6 présenté par M. Severin et plusieurs de ses collègues, ainsi rédigé:

«Dans le projet de résolution, après le paragraphe 8, insérer un nouveau paragraphe libellé comme suit:

"L'Assemblée déplore le fait que les commandants militaires désobéissent aux ordres de cessez-le-feu en Tchétchénie du Président Eltsine et demande en conséquence au Président de la Fédération de Russie de prendre les mesures nécessaires, conformément à ses pouvoirs constitutionnels, pour assurer l'exécution de ses ordres et, partant, la crédibilité de son plan de paix.»

Elle donne la parole à M. Severin pour défendre cet amendement.

M. SEVERIN *(Roumanie)* (Interprétation) a constaté que les propositions de paix du Président Eltsine n'étaient pas appliquées sur le terrain par certains commandants des troupes russes. Il faut donc l'inviter à user de ses pouvoirs constitutionnels pour faire respecter ses ordres, sous peine de voir ses intentions pacifiques mises en doute.

La commission des questions politiques a accepté cet amendement en y apportant toutefois une modification que l'orateur accepte par voie de sous-amendement oral et qui consiste à remplacer dans le texte français l'article défini «les», devant les mots «commandants militaires», par le mot «certains» et, dans le texte anglais, à supprimer l'article défini.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Melnikov.

M. MELNIKOV *(Russie)* (Interprétation) s'oppose au principe des amendements oraux. Il s'oppose également à l'amendement n° 6 qui est fondé sur le postulat erroné selon lequel il existerait un ordre du Président russe de cessez-le-feu. Malheureusement de nombreux faits amènent à douter de l'existence d'un tel ordre et ce Président n'a que trop souvent agi à l'encontre de ses promesses, en violant la loi et la Constitution. Un plan de paix n'implique pas un ordre de cessez-le-feu et l'orateur prie l'Assemblée de bien vouloir en tenir compte.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. BÁRSONY *(Hongrie)* (Interprétation) indique que celle-ci a accepté l'amendement modifié par le sous-amendement oral.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 6 sous-amendé oralement par M. Severin.

L'amendement n° 6, sous-amendé, est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) invite l'Assemblée à se prononcer sur l'ensemble du projet de résolution contenu dans le document 7531 amendé.

Le projet de résolution, amendé, est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) indique que la commission des questions politiques a présenté un projet de directive contenu dans le document 7531, ainsi rédigé:

«II. Projet de directive

1. L'Assemblée exprime sa satisfaction quant à la création d'une commission *ad hoc* sur la Tchétchénie par le Bureau conformément à la Directive n° 516 qu'elle avait adoptée le 25 janvier 1996, et demande à cette commission *ad hoc* de se rendre dans les meilleurs délais à Moscou et, si possible, à Grozny afin de contribuer, en coopération avec l'OSCE, à la reprise du dialogue entre les parties au conflit.

2. Elle charge la commission ad hoc de surveiller de près la mise en œuvre du cessez-le-feu et la situation des droits de l'homme en Tchétchénie.

3. Elle souhaite que la commission *ad hoc* agisse en étroite collaboration avec la délégation parlementaire russe auprès du Conseil de l'Europe.

4. L'Assemblée demande à la commission *ad hoc* d'être étroitement associée à l'exercice de monitoring des engagements et obligations souscrits par la Fédération de Russie au moment de son adhésion au Conseil de l'Europe.»

Elle indique que, sur ce projet de directive, un amendement, n° 1, et un sous-amendement ont été déposés.

Elle appelle l'amendement n° 1, présenté par M. Atkinson, au nom de la commission des relations avec les pays européens non membres, ainsi rédigé:

«Dans le projet de directive, après le paragraphe 4, ajouter un nouveau paragraphe libellé comme suit:

"L'Assemblée autorise la commission ad hoc à préparer une audition parlementaire sous les auspices du Conseil de l'Europe visant à réunir des représentants du Parlement et du Gouvernement russes, du Parlement de Tchétchénie et du Gouvernement tchétchène et des représentants du Président Doudaïev afin de clarifier les positions des parties concernées par le conflit et de leur permettre de présenter des propositions de négociation, dans le cadre de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales et d'autres instruments du Conseil de l'Europe, en vue d'une solution pacifique.»

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) indique que la commission des questions politiques a déposé un projet de directive sur lequel un amendement et un sous-amendement ont été déposés. Elle donne la parole à M. Atkinson pour défendre l'amendement n° 1.

M. ATKINSON *(Royaume-Uni)* (Interprétation) explique que la commission *ad hoc* devrait tenter d'organiser l'audition de parlementaires de toutes les parties. Le message du Conseil de l'Europe parviendrait ainsi aux Tchétchènes qui, autonomes ou non, sont européens, ce dont ils semblent ne pas avoir conscience. M. Muehlemann a déposé un

sous-amendement oral tendant à supprimer la portion de phrase «réunir des représentants (...) afin de». La commission des relations avec les pays européens non membres accepte ce sous-amendement oral.

LA PRÉSIDENTE (interprétation) signale l'existence d'un second sous-amendement oral qui tend à supprimer la fin de la phrase à partir des mots «dans le cadre de la convention cadre...». Elle souligne que si le premier sous-amendement oral était adopté, le sous-amendement déposé par M. Landsbergis, deviendrait sans objet. Les sous-amendements seront examinés dans l'ordre dans lequel ils se rapportent au texte. Elle donne la parole à M. Muehlemann pour défendre son premier sous-amendement oral.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) considère que l'Assemblée doit avoir le loisir de déterminer les parties appelées à être entendues. La rédaction de l'amendement n° 1 ne doit donc pas entrer dans les détails, d'autant que l'actuel Gouvernement tchétchène est une marionnette des Russes.

M. ATKINSON *(Royaume-Uni)* (Interprétation) répète qu'il accepte le sous-amendement oral de M. Muehlemann.

Le premier sous-amendement oral de M. Muehlemann est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) indique que le sous-amendement n° 1 de M. Landsbergis devient sans objet.

Elle donne la parole à M. le rapporteur pour son second sous-amendement oral.

M. MUEHLEMANN *(Suisse)* (Interprétation) propose par ce second sous-amendement oral de terminer la phrase après les mots «propositions de négociation», ce qui donnerait un mandat simple et clair.

M. ATKINSON *(Royaume-Uni)* (Interprétation) accepte ce sous-amendement oral.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) donne la parole à M. Landsbergis.

M. LANDSBERGIS *(Lituanie)* (Interprétation) propose un autre sous-amendement oral qui ajouterait «dans le cadre des normes du Conseil de l'Europe pour une solution pacifique».

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) demande l'avis de la commission.

M. BÁRSONY *(Hongrie)* (Interprétation) ne peut accepter ce dernier sous-amendement car il n'y a pas pour l'instant de normes et d'instruments juridiques pour une solution pacifique.

Le second sous-amendement oral de M. Muehlemann est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) met aux voix l'amendement n° 1, sous-amendé.

L'amendement, ainsi modifié, est adopté.

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) indique que l'Assemblée va procéder au vote sur l'ensemble du projet de directive contenu dans le document 7531 ainsi amendé.

Le projet de directive, amendé, est adopté.

6. *Prochaine séance publique*

LA PRÉSIDENTE (Interprétation) propose à l'Assemblée de tenir sa prochaine séance publique demain matin à 10 heures avec l'ordre du jour adopté lors de la première séance.

L'ordre du jour de la prochaine séance publique est ainsi réglé.

La séance est levée.

La séance est levée à 20 h 45.

SOMMAIRE

1. Procès-verbal

2. Allocution de M^me^ Riita Ousokainen

Interviennent: la Présidente, M^me^ Ousokainen *(Présidente du Parlement finlandais)*.

3. Communication du Comité des Ministres

Interviennent: la Présidente, MM. Helveg Petersen *(ministre des Affaires étrangères du Danemark, Président en exercice du Comité des Ministres)*, Schwimmer, Gjellerod, Eörsi, Davis, Gross, M^me^ Veidemann, Lord Finsberg, M. Tahiri, Earl of Dundee, M. Németh, Sir John Hunt, Sir Russell Johnston, M^me^ Aguiar, MM. Antretter, Rathbone, Severin, Cox, Lord Mackie of Benshie.

4. Activités du Comité international de la Croix-Rouge

Interviennent: le Président, MM. Billing *(rapporteur de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie)*, Sommaruga *(président du Comité international de la Croix-Rouge)*, Cunliffe, M^mes^ Fehr, Ragnarsdóttir, M. Iwiński, M^mes^ Garajová, Guirado, MM. Frey, Szymański, Cox, M^me^ Aguiar *(présidente de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie)*.

Adoption de l'amendement n° 1.

Adoption du projet de résolution amendé.

5. Situation en Tchétchénie

Interviennent: le Président, MM. Muehlemann *(rapporteur de la commission des questions politiques)*, Bindig *(rapporteur pour avis de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme)*, Iwiński *(rapporteur pour avis de la commission des migrations, des réfugiés et de la démographie)*, Atkinson *(rapporteur pour avis de la commission des relations avec les pays européens non membres)*, Sir Russell Johnston, MM. Berg, Davis, López Henares, Kuptsov, Demiralp, Kelam, Severin, Columberg, Oliynik, Kovalev, Landsbergis, Trojan, Paunescu, Jeszenszky, Solé Tura, Lukin, Bársony *(président de la commission des questions politiques)*.

Projet de résolution
Rejet des amendements n^os^ 4, 10, 3 et 9
Adoption de l'amendement n° 2
Rejet de l'amendement n° 12
Adoption des amendements n^os^ 7 et 8
Rejet de l'amendement n° 5
Adoption de l'amendement n° 6, sous-amendé
Adoption du projet de résolution amendé
Projet de directive
Adoption de l'amendement n° 1, sous-amendé
Adoption du projet de directive amendé

6. Prochaine séance publique